

Université de Lausanne

**Les Cahiers de l'IEPHI**  
**IEPHI Working Paper Series**

**Sous le populisme, la pluralité.**

Anti-élitisme et rapports au leader  
chez les militants de l'Union  
Démocratique du Centre en Suisse

Philippe Gottraux et Cécile Péchu

**N° 64 (2016)**

**Editeur responsable**

Dr. Lionel Marquis

Université de Lausanne  
Institut d'Etudes Politiques, Historiques et Internationales  
Bâtiment Géopolis • 1015 Lausanne  
CH – Switzerland

Tel +41 21 692 31 30  
Fax +41 21 692 31 45  
nicole.ferrari@unil.ch  
<http://www.unil.ch/iephi>

**CRAPUL**

(Centre de Recherche sur l'Action Politique de l'Université de Lausanne)

La collection **Les Cahiers de l'IEPHI** vise à diffuser des travaux de chercheuses et chercheurs rattachés à l'Institut d'Études Politiques, Historiques et Internationales (IEPHI) de l'Université de Lausanne. Il peut s'agir de textes en prépublication, de communications scientifiques ou d'excellents mémoires d'étudiants. Ces travaux sont publiés sur la base d'une évaluation interne par deux membres de l'IEPHI. Les opinions émises n'engagent cependant que la responsabilité de l'auteur•e.

**Les Cahiers de l'IEPHI** sont accessibles gratuitement sur [www.unil.ch/iephi](http://www.unil.ch/iephi) (suivre le lien « Publications »).

The **IEPHI Working Papers Series** is intended to promote the diffusion of work in progress, articles to be published and research findings by researchers of the Institute of Political, Historical and International Studies, University of Lausanne. The papers submitted are refereed by two members of the Institute. The opinions expressed are those of the author(s) only.

The **IEPHI Working Papers** are available free of charge at [www.unil.ch/iephi](http://www.unil.ch/iephi) (click on « Publications »).

© Philippe Gottraux et Cécile Péchu.

Layout : Nicole Ferrari

Couverture : Unicom, Université de Lausanne

# **Sous le populisme, la pluralité.**

## **Anti-élitisme et rapports au leader chez les militants de l'Union Démocratique du Centre en Suisse.**

Philippe Gottraux et Cécile Péchu<sup>1</sup>  
Institut d'Études Politiques et Internationales, Université de Lausanne

### **Résumé**

La littérature tend à caractériser le populisme par deux dimensions : l'appel au peuple contre les élites et un type particulier de rapport au leader. A partir d'entretiens approfondis avec des militants de l'Union Démocratique du Centre (UDC) menés dans le cadre d'une étude sur la pluralité des logiques d'engagement dans ce parti, ce texte traite du rôle de ces deux dimensions dans l'attachement au parti. Nous constatons d'une part que ces dimensions ne sont pas systématiquement présentes chez les militants rencontrés ; l'attachement au parti peut même s'opérer en dépit du discours « populiste » du parti. Nous montrons d'autre part que les formes que prennent ces dimensions diffèrent en fonction des propriétés sociales et des parcours de vie des activistes. En définitive, la notion de populisme, lorsqu'elle entend rendre compte de la « demande » d'attachement à ce type de parti venant des militants et/ou des électeurs, provoque plus de confusion que de clarté. Elle ne désigne implicitement qu'un nombre limité de registres dans l'attachement à un parti tel l'UDC : un rapport émotionnel au leader, et un sentiment anti-élites découlant d'un manque de sophistication politique.

Mots-clefs : Populisme, militantisme, Suisse, anti-élitisme, leadership

### **Abstract**

Scholarship in political science usually depicts populism by the two following characteristics : an appeal to the people against the ruling elites, and a particular type of leader-follower relationship. Based on in-depth interviews with activists of the Swiss People's Party carried out to account for their various logics of commitment, our paper seeks to evaluate the role played by both characteristics in their attachment to the party. On the one hand we observe that neither appears to be systematically at play amongst activists; attachment may even be altogether detached from the "populist" jeremiads of the party. On the other hand we note that these characteristics take different forms according to specific social properties and to the life courses of the activists. Our results lead us to argue that the concept of populism, when used to account for demand side factors influencing party attachment at work amongst activists and/or voters, causes more confusion than clarity. It implies that there are only a limited number of types of attachment to parties like the Swiss People's Party, namely: an emotional relationship to the leader, and various anti-establishment opinions that mostly stem from a lack of political sophistication.

---

<sup>1</sup> Maîtres d'enseignement et de recherche à l'Institut d'Études Politiques, Historiques et Internationales (CRAPUL), Quartier Unil-Mouline, Batiment Géopolis, CH-1015 Lausanne, courriels : Philippe.Gottraux@unil.ch et Cecile.Pechu@unil.ch

Keywords : Populism, activism, Switzerland, anti-establishment, leadership

### **Remerciements/Acknowledgements**

Nous tenons à remercier Lucie Bargel, Nicolas Bué, Maya Collombon et Hervé Do Alto pour leurs commentaires pertinents, ainsi que Bernard Voutat pour ses utiles remarques critiques qui nous ont permis de proposer cette version remaniée d'une communication au colloque « Le populisme au concret. Représentations du peuple et pratiques politiques » du 13-14 juin 2013 à Nice (Laboratoire Ermes, UFR Droit et Science Politique).

# Table des Matières/Contents

<b>RÉSUMÉ .....</b>	<b>3</b>
<b>ABSTRACT .....</b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>6</b>
<b>LA DIMENSION ANTI-ÉLITES ET SES VARIATIONS .....</b>	<b>8</b>
<b>UNE DÉNONCIATION DES AUTORITÉS POLITIQUES ET SOCIALES .....</b>	<b>10</b>
<i>Faible compétence et rejet épidermique de la classe politique .....</i>	<i>10</i>
<i>Des critiques politisées de la classe politique.....</i>	<i>15</i>
<b>L'ABSENCE D'ANTI-ÉLITISME CHEZ CERTAINS MILITANTS.....</b>	<b>19</b>
<b>LE RAPPORT AU LEADER BLOCHER .....</b>	<b>23</b>
<b>LA VALORISATION DU LEADER ET SES MODALITÉS .....</b>	<b>25</b>
<i>L'émotion d'abord.....</i>	<i>25</i>
<i>Une combinaison de jugements politiques et extra-politiques.....</i>	<i>26</i>
<i>L'admiration dans tous les milieux .....</i>	<i>27</i>
<i>La fierté de côtoyer le leader.....</i>	<i>28</i>
<i>La qualité d'entrepreneur valorisée .....</i>	<i>28</i>
<i>Intolérance aux critiques adressées au leader .....</i>	<i>30</i>
<b>LA DISTANCE AU LEADER ET SES FORMES.....</b>	<b>31</b>
<i>Jugement politique négatif sur les orientations et désaccord sur le style....</i>	<i>32</i>
<i>L'ambivalence, ou la distance critique partielle .....</i>	<i>34</i>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>37</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>39</b>

## Introduction

### **C'est quoi le populisme et le non populisme pour vous ?**

*Lui*

Populaire, lorsque je m'engage pour quelque chose, je me rends populaire, c'est du populisme. Populaire et populisme, cela vient de populaire, populisme. Et cela les autres le font aussi. Ils se présentent aussi partout, les autres. Alors c'est aussi du populisme ! Ils se présentent pour devenir populaires, pour qu'on fasse attention à eux.

### **Alors tous les partis sont populistes ou populaires pour vous ?**

*Elle*

Oui, oui !

*Lui*

Oui, clair c'est ça le populisme ! Lorsque je me rends populaire que je me montre et que je dis quelque chose ou que l'on me connaît, c'est le populisme. Et cela tous le font pas seulement Blocher.

Entretien avec Urs en la présence de son épouse,  
Zürich, 15 février 2005

L'Union démocratique du centre (UDC)<sup>2</sup> est souvent caractérisée à l'aide de l'adjectif « populiste » dans le débat public comme dans le débat savant, notamment sous le qualificatif de « national-populisme » (Mazzoleni, 2003) ou de « droite populiste » (Betz, 2004 ; Oesch et Rennwald, 2010)<sup>3</sup>. Cette désignation « populiste » de l'UDC mérite d'être discutée, quant à sa pertinence pour décrire et analyser un tel phénomène partisan.

La notion de populisme et ses usages en sciences sociales donnent lieu à de multiples débats qui ne nous occuperont pas centralement ici. Elle ouvre en effet à une discussion terminologique et conceptuelle qui est à la fois complexe et piégée : « populisme » est une catégorie non seulement savante et controversée dans le champ scientifique, mais aussi indigène, et qui donc fait l'objet d'usages normatifs et politiques. En même temps, il est difficile d'échapper à son usage quand on évoque l'UDC, et pour cette simple raison, la confrontation du concept à ce parti fait sens. De ce point de vue, nous constatons que se retrouvent dans son offre politique les deux traits principaux associés au populisme, et présentés par Alexandre Dézé (2004) comme des « éléments définitionnels plus ou moins

---

<sup>2</sup> Issu historiquement de la droite conservatrice agrarienne, l'UDC a connu un glissement marqué à droite (rhétorique nationaliste, contre les étrangers et hostile à l'intégration européenne) depuis les années nonante, ainsi qu'une forte progression électorale au niveau national, passant de 9.9% dans la chambre basse en 1975 à 29,4% en 2015.

<sup>3</sup> L'étiquette populiste est parfois absente, comme chez Damir Skenderovic, 2009.

partagés » dans la littérature : un style rhétorique (appel au peuple contre les élites, idéalisation du peuple) et un type de relation entre entrepreneur politique et soutien (relation fusionnelle avec un leader ou un mouvement)<sup>4</sup>. Sous cet angle, nous retrouvons dans le discours public de l'UDC ces deux éléments. D'une part le discours du parti opère une critique des élites et de la « classe politique » coupée du « Peuple », et ce, quand bien même cette formation est de longue date insérée dans le système politique et participe à sa gestion<sup>5</sup>. D'autre part sa personnalité la plus en vue, Christoph Blocher<sup>6</sup>, ne manque pas une occasion de se mettre en scène comme « leader charismatique ». L'ajout du qualificatif national au mot de populisme (national-populisme) permet à certains auteurs d'adjoindre à ces premiers éléments une dimension idéologique spécifique propre à la droite (extrême droite) de l'échiquier politique (Taguieff, 1984 ; Mazzoleni, 2003) : hostilité à l'immigration et au multiculturalisme, défense d'une identité nationale ou parfois régionale, etc. Et sur ce plan là aussi, l'offre UDC rencontre cet aspect. C'est finalement pour ces raisons que l'UDC continue à faire partie des partis étudiés conjointement sous la dénomination de « populiste ».

Cette caractérisation du « populisme de droite » ou du « national-populisme », bien qu'élaborée à partir d'une analyse de l'offre partisane, est souvent censée donner la clé d'analyse de ce qui se joue du côté de la demande (électeurs, militants). C'est guidés par cette analyse de l'offre que les chercheurs armés de grandes enquêtes quantitatives, mais aussi parfois en s'emparant de sondages moins rigoureux, vont rechercher chez les électeurs l'expression des trois axes évoqués ci-dessus : un positionnement anti-élites, un rapport enchanté ou fusionnel au leader, ainsi que des indices de « non sophistication » politique, d'attitudes autoritaires et ethnocentriques ou plus généralement d'un manque de libéralisme culturel. On tend ainsi à faire comme si les supporters de ce parti le rejoignaient en raison des traits « populistes » caractérisant son offre (anti-élitisme, mise en scène du leader, style, discours anti-immigrés, etc.). Poser une équivalence sinon parfaite, du moins sur l'essentiel, entre ce qui caractérise un parti et son discours d'un côté, et les motifs et raisons poussant à le soutenir, de l'autre, constitue une erreur d'analyse identifiée<sup>7</sup>, mais qui pourtant ne nous semble pas toujours problématisée s'agissant de l'analyse des soutiens électoraux ou militants aux formations dites populistes.

L'objet de ce texte n'est pas de trancher la question byzantine de la caractérisation de l'offre UDC (populiste, d'extrême droite, droite radicale, etc.), on l'a dit. Nous nous limitons à prendre acte des caractéristiques identifiées dans la littérature dont

---

<sup>4</sup> La définition exacte que donne Alexandre Dézé (2004: 184) est la suivante : « le populisme peut être défini comme un style politique, fondé sur l'intervention d'une rhétorique d'appel au peuple supposant une conception particulière de ce peuple, mobilisé en tant que force politique souveraine et légitime contre l'ordre établi, et installé dans une relation « fusionnelle » avec un leader ou un mouvement ».

<sup>5</sup> La spécificité de l'UDC est précisément de jouer double jeu, selon les contextes, auditoires et moments, entre posture protestataire anti-élites et intégration à la gouvernance du pays, y inclus par sa participation au gouvernement fédéral, le Conseil fédéral. Voir Damir Skenderovic et Oscar Mazzoleni, 2007.

<sup>6</sup> Les commentateurs ordinaires et savants présentent ce fils de pasteur, devenu un riche entrepreneur, comme la figure charismatique du parti, du fait qu'il a incarné sa radicalisation à droite en prenant le contrôle de la section zurichoise, puis du parti national, et qu'il a joué un rôle important en 1992 dans la campagne contre l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen (EEE). La carrière politique de Blocher a atteint son apogée en 2003 par son élection au gouvernement fédéral de coalition, avant qu'il ne soit pas reconduit à ce poste en 2007.

<sup>7</sup> Déjà identifiée en son temps par Daniel Gaxie (1978: 9-30). Dans ce dernier cas, il s'agit du commentaire interprétatif du vote, rabattant les motifs de celui-ci sur la caractérisation du parti ou de son programme : les électeurs ayant objectivement voté pour le PS devenant des « électeurs socialistes », ou, dans notre cas, les électeurs ou militants de l'UDC devenant des électeurs ou militants « nationaux-populistes ».

nous venons de parler (rapport aux élites, au leader, à l'immigration) pour observer dans quelle mesure elles se manifestent au niveau empirique s'agissant de la demande. C'est à partir d'une enquête qualitative menée principalement par entretiens auprès de militants de l'Union démocratique du centre que nous mènerons la réflexion<sup>8</sup>.

Nous nous limiterons ici aux deux dimensions censées caractériser le « populisme » (posture anti-élites et type particulier de rapport au leader), sans aborder le discours sur l'immigration que nous avons analysé ailleurs à l'aide du concept de « suspicion envers les étrangers » (Gottraux et Péchu, 2007). Nous placerons donc la focale du côté des supporters de l'UDC, pour montrer que ce qui pousse à s'engager à l'UDC renvoie à des logiques complexes, irréductibles à un rejet des élites politiques ou à un rapport fusionnel avec le leader Blocher. L'étude de l'engagement militant au sein de l'UDC montre en effet une *appropriation sélective* de l'offre « populiste » par les engagés. Elle met au jour empiriquement une *diversité des logiques d'engagement*<sup>9</sup> (dont nous ne pourrions ici développer toutes les facettes), diversité qui si elle n'est pas propre à l'engagement dans ce parti, est en tout cas impossible à rabattre sur le contenu de l'offre et/ou sur les attitudes et positionnements de valeurs mesurés par les sondages. L'analyse d'un matériau qualitatif nous permet de rechercher chez les militants de l'UDC la présence ou non de ces traits associés au « populisme » à partir de l'analyse de l'offre politique, et les formes qu'elle prend le cas échéant. Nous aborderons ainsi dans un premier temps l'attitude de rejet des diverses « élites » ou autorités sociales, qui quand elle surgit varie selon des logiques proprement sociales. Nous nous pencherons dans un deuxième temps sur la manière dont les militants se positionnent par rapport à la figure de Christoph Blocher, incarnant le rôle de leader charismatique de l'UDC, pour constater que là aussi règne la diversité.

## La dimension anti-élites et ses variations

De nombreux auteurs mettent au cœur de la définition du populisme une dimension anti-élites (Taguieff, 2002 : 83-85 ; Mudde, 2004 : 543 ; Mény et Surel, 2002 : 11-13). Il s'agirait d'un refus des médiations, de l'idée d'une trahison des élites, opposées à un peuple pur. Yves Mény et Yves Surel ajoutent dans la même veine la valorisation par les populistes des outils relevant de la démocratie directe (2002 : 11-13). Pour ce qui est de ce dernier aspect, on pourrait dire que le cas de la Suisse est spécifique, dans la mesure où les instruments de démocratie directe jouent institutionnellement un grand rôle, et sont l'objet d'une forte valorisation quels que soient les partis politiques. Quant à la dimension anti-élites, certains travaux semblent indiquer qu'elle a moins d'importance en Suisse. L'étude quantitative de Daniel Oesch (2008 : 353), partant de l'idée d'un vote protestataire, mesure cette dimension à partir de la question « Êtes-vous insatisfait de la manière

---

<sup>8</sup> Notre enquête a été réalisée entre 2005 et 2006 par entretiens approfondis auprès de 40 militants des cantons de Zurich (bastion de la radicalisation à droite du parti, sous l'impulsion de Christoph Blocher) et de Genève (section en construction au moment de l'enquête) pour en reconstituer les carrières militantes, ainsi que par des observations de pratiques et de séances militantes. Les résultats principaux ont été publiés dans Gottraux et Péchu, 2011.

<sup>9</sup> Dans notre travail, l'engagement a été pensé comme le produit d'une *rencontre* entre des propriétés objectives et subjectives des individus d'un côté (dispositions, positions, capitaux, trajectoires, etc.) et une offre politique de l'autre (discours, sollicitation, image publique du parti, etc.), tout en procurant aux individus des rétributions matérielles et symboliques variées, et passablement différentes selon les trajectoires de vie et les inscriptions dans les différentes sphères de vie. Pour plus de précisions, voir Gottraux et Péchu, 2011: 19-28.



dont fonctionne la démocratie dans votre pays ? » de l'*European Social Survey* de 2002. Il conclut que l'attitude anti-élites, si elle est au principe du vote pour le Parti du Progrès norvégien, le Vlaams Belang flamand et le Front National en France, n'est pas déterminante s'agissant du vote pour l'UDC en Suisse ou du vote pour le FPÖ en Autriche (Oesch 2008 : 366 et 370). Il explique cela par la tradition d'implication démocratique de ces deux partis et par le fait qu'ils faisaient tous deux partie de leur gouvernement national lors du sondage. Cette conclusion est reprise par Nonna Mayer (2012 : 144).

On peut questionner ces résultats de deux points de vue. Tout d'abord, l'indicateur retenu pour mesurer une dimension anti-élites semble peu pertinent : la question porte sur le fonctionnement de la démocratie, et les sondés peuvent très bien avoir répondu en Suisse en pensant à la question du fonctionnement de la démocratie directe, et non aux élites. D'autres indicateurs sont retenus par Oscar Mazzoleni qui sembleraient plus appropriés : des questions portant sur la confiance dans le parlement fédéral ou dans les autorités cantonales. A cet égard, il montre qu'à Genève, où l'UDC ne fait pas partie du gouvernement, une part importante des sondés votant pour l'UDC accorde une faible confiance aux autorités cantonales, contrairement à Zürich (Mazzoleni et Masulin, 2006 : 12). L'attitude anti-élite est donc susceptible de varier selon les cantons.

D'autre part, si l'on se penche sur « l'offre » politique de l'UDC, on constate que son leader ne manque pas de dénoncer « la classe politique ». Lors de son discours du 1<sup>er</sup> août 2012 à Zürich ou lors de la traditionnelle fête de l'UDC en janvier 2013, elle est accusée de vouloir sans le dire amener la Suisse dans le giron de l'Union Européenne. Le peuple ne devrait dès lors plus faire confiance à la classe politique, ni se laisser abuser par elle.

Qu'en est-il donc de cette question de l'anti-élitisme dans notre matériau qualitatif ? Comme pour le rapport au leader Blocher traité plus loin, nous n'avons pas cherché à tester ce point par une question spécifique, et c'est donc à travers l'analyse de ce que les enquêtés ont spontanément avancé pour expliquer leur engagement à l'UDC que nous allons l'aborder.

Nous nous sommes munis d'un certain nombre de critères de repérage de cet anti-élitisme. Ainsi, nous avons été attentifs d'abord aux discours de rejet des autorités sociales. Nous avons distingué au sein de ces discours entre ce qui concerne les autorités et le personnel politique, les autorités économiques ou encore les médias et les intellectuels. S'agissant des autorités et du personnel politique, il faut distinguer entre trois types de discours, dont deux que nous considérons comme des discours anti-élites. S'agissant de ces derniers, en nous inspirant des travaux de Daniel Gaxie sur les « critiques profanes de la politique », nous distinguons d'une part des discours de rejet « épidermiques » de la classe politique liés à une faible compétence politique, et d'autre part une « critique politisée » de la classe politique, témoignant d'attentes déçues à l'égard de la politique, « l'enchantement [étant] au principe du désenchantement »<sup>10</sup>. Dans ce dernier cas, « le scepticisme à l'égard de la politique procède toujours d'une contradiction entre ce qu'elle devrait être et la manière dont elle est perçue. » (Gaxie, 2001 : 232). Par contre, les discours de rejet des positions des élus des autres partis basés sur un raisonnement politique, qui par exemple condamnent l'orientation présumée à gauche des autres partis de droite et placent l'UDC comme seule force politique pertinente, ne sont pas considérés ici comme des attitudes anti-élites, même s'ils posent la question de la frontière entre discours anti-élites et discours de dénonciation politique. Il faut noter aussi que le mot « élites » en tant que tel, pour désigner les autorités sociales, qu'elles soient politiques ou autres, est peu mobilisé

---

<sup>10</sup> Pour cette distinction, voir Gaxie, 2001 : 233.

par nos militants, tout comme l'expression de « classe politique » pourtant utilisée par Christoph Blocher. Pour repérer des discours de rejet des autorités sociales, nous nous sommes donc appuyés sur différents éléments présents dans le discours des enquêtés et sur l'interprétation que nous avons faite des logiques de leur engagement.

Nous avons été attentifs ensuite à la valorisation du « Peuple », et aux outils de démocratie directe. La difficulté ici réside dans le fait, comme nous l'avons dit, que ces derniers sont de manière assez générale en Suisse considérés comme ayant autant de valeur que la démocratie représentative. Il est de ce fait difficile de considérer que l'insistance sur leur utilité constitue la marque d'un positionnement anti-élites.

On pourrait dire, au vu de notre matériau, que l'anti-élitisme est présent chez les militants de l'UDC rencontrés, mais pas chez tous, et qu'il se décline très différemment selon les histoires de vie et les attributs sociaux. Nous considérerons donc tout d'abord les différents types de dénonciation des autorités politiques et sociales, puis au contraire l'absence de rejet des élites chez certains militants, pour en comprendre les ressorts.

## **Une dénonciation des autorités politiques et sociales**

On retrouve une dénonciation des autorités politiques chez certains militants de tous les types, hormis parmi les « libéraux »<sup>11</sup>. Pour rendre compte des logiques diverses qui la sous-tendent, nous reprendrons la distinction que fait Daniel Gaxie (2001), sur la base de la compétence politique, au sein des critiques profanes de la politique, entre « la distance soupçonneuse » et « l'investissement critique ». Nous montrerons néanmoins qu'au sein de ces deux grands types de dénonciation des élites, on peut retrouver des variations d'expression qui renvoient à des attributs sociaux différents - l'absence de compétence politique n'étant pas toujours liée à la dépossession sociale -, ou à diverses orientations idéologiques - la critique politisée des élites ne se faisant pas toujours à partir du même positionnement politique.

### *Faible compétence et rejet épidermique de la classe politique*

La faible compétence politique est généralement associée à une position sociale dominée (Gaxie, 1978 ; Bourdieu, 1979). Mais Fabienne Federini (2007) a montré que ces analyses reposant sur l'idée que la compétence politique dépend du niveau d'instruction laissent de côté le rôle des autres instances socialisatrices et particulièrement de la famille, et présentaient une forme de confusion entre capacité sociale et compétence politique. Et de ce fait, il peut exister des personnes sans capacité sociale mais avec une compétence politique, ou au contraire des personnes disposant d'une autorité sociale sans compétence. Notre enquête ne nous a pas amené à croiser des personnes correspondant au premier type, mais nous avons par contre rencontré des personnes correspondant au second. Ces dernières, que nous avons réunies dans un type appelé « les moralistes »<sup>12</sup>, avancent des discours anti-élites de « distance soupçonneuse », comme certains de nos enquêtés appartenant aux catégories populaires, mais qui se déclinent

---

<sup>11</sup> Sur ce type, voir ci-dessous.

<sup>12</sup> Les militantes de ce type possèdent de forts capitaux économiques et culturels, tout comme leurs parents. Leur rapport au politique est marqué paradoxalement par une compétence politique limitée.

différemment. Nous considérerons d'abord les discours de ces derniers, avant de revenir sur les « moralistes ».

On retrouve bien chez certains de nos militants appartenant aux catégories populaires un rejet des élites. Ainsi, Benoit, la septantaine, salarié pendant 30 ans de la Compagnie des Transports publics genevois, membre passif du Parti du Travail (PdT)<sup>13</sup> durant 26 ans, rejoint l'UDC à Genève en 2004. Son basculement a été favorisé par son faible investissement militant à gauche, le fait qu'il soit croyant pratiquant, ancien pied-noir (il est français d'origine) et en raison d'un parcours professionnel marqué par des professions valorisant l'ordre et la discipline (marin, douanier) avant qu'il n'arrive à Genève. L'UDC présente l'avantage pour lui d'être dans une dynamique de succès et d'avoir une dimension protestataire, que le PdT a perdu à ses yeux :

« J'étais plutôt à gauche, moi. Et puis, au fil des ans, j'ai vu que ça a glissé dans le 'pétchis', et de tous les partis au pouvoir, en politique, le seul qui n'était pas là-dedans, aux affaires, c'était l'UDC. Alors j'ai dit : ma foi, on va tenter de voir chez eux. Et là-dedans, j'ai retrouvé des gens qui étaient, comme moi, à gauche, et même des postes à la députation, et qui ont été déçus par un tas de faits ; notamment les finances, le trou social, le laisser-aller, le... Un petit peu la 'Kombination', quoi, un peu comme les ritals. Genève est devenue une succursale de Paris, on s'accommode de copinages, qu'on retrouve un peu de partout, à la place des Augustins, et j'en passe, et des meilleurs. »

On le voit, cette dimension protestataire de l'UDC qui attire Benoît réside dans le discours anti-élites de ce parti. L'usage du terme de « Kombination », ou encore sa déploration du fait que « chacun se soucie de sa réélection, ménage le chou, la chèvre », en témoignent. D'ailleurs, même vis-à-vis de son propre parti, la remise de soi n'est que provisoire, lui qui indique d'emblée être dans une posture de « wait and see ». La présence de cette rhétorique anti-élites, si elle est à mettre sur le compte d'une « distance soupçonneuse » au champ politique faite de faible compétence politique et induite par sa position sociale, doit aussi à la nationalité française de l'enquêté, qui convoque ce contexte politique national pour fustiger « la gauche-caviar », « cette bande de socialos, là, pourris, là. ».

D'autres enquêtés, appartenant aux catégories populaires, manifestent aussi une attitude anti-élite favorisée par leur faible compétence politique et leur distance au champ politique. On perçoit bien ce mécanisme chez Paul, la soixantaine, militant de l'UDC à Genève depuis 2003, au parcours professionnel chaotique, et à la trajectoire marquée par des pratiques de violence ou de petite délinquance, ce qui nous a conduit à le classer, parmi les militants « populaires », dans un sous-type désigné comme la « marginalité populaire ». Paul indique ainsi une hostilité passée à l'égard des politiciens :

« (...) Avant, je ne connaissais pas vraiment ; des fois, je charognais après les politiciens. Je vous donne un exemple ; à Lausanne, ma carte de vote, hein, vous connaissez la carte de vote avec les petits trous, quand on se présente ; un beau

---

<sup>13</sup> Il s'agit en Suisse du nom donné au Parti communiste.

jour, c'était, je crois, dans les années quatre-vingt, j'en avais tellement plein les bottes d'aller voter pis que de toute façon, on se faisait blackbouler, j'avais pris ma carte de vote, je l'ai déchirée en mille morceaux, mise dans une enveloppe et réexpédiée à la municipalité ! »

Mais avec son élection au conseil municipal de sa commune populaire de la banlieue de Genève, sa distance au champ politique s'amenuise. Se percevant désormais lui-même comme un « politicien », il ne développe plus de ressentiment par rapport aux élites politiques :

« La politique, en fait, quand on est pas dedans, on crache dessus, ou bien on se dit : « ouais, ils font rien du tout » ; mais une fois qu'on est dedans... C'est comme à l'école : avant qu'on aille à l'école, peut-être que... Bon, gamin, on sait peut-être pas trop, mais une fois qu'on est à l'école, on apprend des choses, on devient plus sérieux. Ou bien quand on fait des études ou n'importe, hein. On apprend, on nous guide, on nous... Et on voit que les choses ne sont pas toujours comme on le pense pis comme on voudrait. »

Il est d'ailleurs très fier de son modeste mandat (« on est des élus, nous »), s'achète « des chemises » et des « pantalons de ville », et porte la cravate, pour honorer ce nouveau statut connoté désormais positivement, et qu'il vit comme une revanche symbolique par rapport à la vie difficile qu'il a menée et par rapport à son père qui l'aurait toujours rabaissé. Et s'il trouve parfois son engagement dur à porter, c'est parce qu'il doit faire face en tant qu'élu, dans son milieu d'interconnaissance, à l'hostilité vis-à-vis des « politiciens » :

*« Alors on dit souvent qu'un engagement politique est dur à porter. Vous, comment le vivez-vous ?*

Bon, c'est ce qu'on dit souvent. Ou bien alors on dit : 'ouais, politicien, gna, gna, gna'. Je sais pas bien, oui, c'est des fois un petit peu, comment dire ça ? C'est un petit peu dur vis-à-vis de certaines personnes qui savent que... »

On sent néanmoins poindre chez lui une hostilité à d'autres types d'élites, notamment intellectuelles lorsqu'il qualifie les « gens de la télé » comme « gauchistes au possible », ou encore les élites économiques lorsqu'il dénonce « les histoires de pognon des gens élevés », en citant la faillite de l'emblématique compagnie nationale Swissair et en pointant la responsabilité des « radicaux »<sup>14</sup>.

Mais les militants « populaires » ne sont pas les seuls à tenir ainsi un discours anti-élites associé à une faible compétence politique. D'autres, issus au contraire des classes supérieures, mais à la compétence politique faible ou très moyenne, peuvent parfois aussi tenir un tel discours. Dans notre corpus, nous avons ainsi un certain nombre de femmes, issues des classes supérieures, à la forte matrice

---

<sup>14</sup> C'est ainsi que sont désignés les membres du Parti radical démocratique (PRD), dont certains responsables siégeaient au conseil d'administration de la compagnie aérienne. Il s'agit d'un parti de la droite classique, aujourd'hui Parti libéral-radical (PLR) après sa fusion avec le Parti libéral (PL). Il est en concurrence directe avec l'UDC et les transferts d'une partie de ses électeurs vers l'UDC a constitué une des clés de la progression de cette dernière.

religieuse, qui tiennent un discours de rejet des élites politiques. C'est principalement le cas des enquêtées « moralistes ». Ainsi, Aline, la soixantaine, diplômée en biologie et mariée à un expert-comptable, adhère à l'UDC peu de temps après un divorce traumatisant, au milieu des années nonante.

Aline rapporte explicitement son engagement politique à un soubassement religieux qui dès l'enfance l'a structurée. Cette matrice morale peut se lire dans l'usage de formules peu politiques du type « le monde n'est pas très beau », ponctuant l'évocation de situations ou de problèmes qui la choquent, tels « la violence qu'il y a maintenant » et que « les autorités » ne maîtriseraient plus, ou « l'injustice » dont elle a « horreur ». Cette « injustice », jamais clairement définie, n'est pas non plus rapportée à des mécanismes structuraux et/ou politiques. Son rapport particulier au politique se lit donc dans sa valorisation de la morale en politique, repérable quand elle signale un décalage entre les attentes qu'elle avait de la politique et ce qu'elle découvre une fois engagée. Cette déception l'amène à un discours de méfiance à l'égard de l'univers politique. Sollicitée sur ce que lui a « apporté, à titre personnel », son engagement, elle répond par l'évocation d'un aspect négatif, mentionnant spontanément sa désillusion : « Peut-être un petit peu de déception ». Cette déception est motivée par sa réticence au conflit et par la présence dans l'univers politique de personnes mues par des intérêts égoïstes :

« Déçue de beaucoup de choses, parce que je trouve – ça n'a rien à voir avec l'UDC. C'est la politique en général. Parce que je vous dis, on devrait jamais faire de politique avec des comptes à régler, ou des intérêts personnels, ou... Mais ça, c'est vraiment... peut-être un rêve. »

Aline pose de fait une demande de moralisation d'un univers qui « manque peut-être un peu d'honnêteté », et valorise le désintéressement. Elle opère des comparaisons entre une gestion politique passée « honnête » et un avenir plus incertain, compte tenu de la perte « de nos valeurs » :

« Je pense qu'on est un petit pays, on a eu quand même une armée ou des dirigeants plutôt honnêtes – je dis pas qu'ils étaient tous parfaits – mais plutôt honnêtes, ils ont fait ce qu'ils ont pu, et puis on était privilégiés, et... Et puis c'est une chance pour nous. Maintenant, je ne sais pas si l'avenir sera aussi bien géré... Je me pose des questions. Parce qu'on a perdu beaucoup de nos valeurs, et puis... Les gens voient peut-être les choses différemment, mais... J'ai l'impression que tout fiche le camp ! »<sup>15</sup>

Sa critique, si elle concerne en effet « la politique en général », semble à d'autres moments être renforcée par le fait que selon elle, même dans son propre camp, certains ne penseraient qu'à leur intérêt propre (et de citer l'attrait des jetons de présence dans les commissions extra-parlementaires)<sup>16</sup>. A cela s'ajoute le fait qu'elle vit mal les conflits internes au parti, pensés non pas en termes de divergences de lignes politiques, mais comme la conséquence d'*ego* surdimensionnés ou de traits de caractère particuliers. D'ailleurs, si Aline investit son engagement par l'accomplissement de tâches diverses au sein du parti, elle

---

<sup>15</sup> Dans le sillage d'une consigne sur la Suisse et la seconde guerre mondiale.

<sup>16</sup> Note de terrain, 1<sup>er</sup> juin 2006.

exclut tout mandat politique, signalant un manque d'ambition probablement en lien avec ce rejet des élites politiques :

« J'ai toujours refusé, si vous voulez, d'avoir un rôle un petit peu plus important. »

Camille, au contraire, a été candidate au Grand Conseil<sup>17</sup> sur la liste de l'UDC. Il n'en reste pas moins que son engagement à l'UDC se fait lui-aussi sur la base d'un rejet du monde politique, et également à partir d'une matrice religieuse. La soixantaine, naturalisée, elle est issue d'une famille bourgeoise catholique française de militaires de carrière, située à droite, antigauilliste et marquée par la décolonisation et les guerres coloniales. Dotée d'un fort capital scolaire et culturel, et appartenant à un milieu aisé, son mari est investi lui au Parti démocrate chrétien (PDC)<sup>18</sup>. Marquée d'une forte croyance catholique, elle s'est longtemps investie dans des associations d'aide aux familles dans le besoin. Cette ethos catholique renforce certainement sa lecture négative du champ politique. Elle indique ainsi un désintérêt pour la politique, à la suite des événements de Mai 68 qu'elle a vécus comme un drame :

« C'est pour ça que dans le fond je crois que j'ai jamais été attirée par le politique ; c'est parce que tout ça, ça me paraît complètement fou ».

Cette vision négative de l'univers politique pourrait expliquer pourquoi Camille exprime de la difficulté à mentionner des personnages politiques, des rencontres politiques qui l'ont marquées, si ce n'est une femme politique PDC, directrice d'une institution de formation, lâchée par son parti, ce qui lui fait dire :

« (...) mais c'est là où on voit que les gens, les politiques peuvent être... je sais pas, moi, des tueurs, des assassins ! ».

Cet épisode semble avoir joué un rôle de déclencheur dans son rapprochement de l'UDC.

« J'ai trouvé ça lamentable. C'est là où j'ai commencé à me dire que la politique, c'était pas quelque chose de très beau, et peut-être pour ça que j'ai été plus attirée par l'UDC. Et c'est pour ça que je vous dis que certainement je ne serais entrée dans aucun autre parti ».

Ce n'est certainement pas un hasard si Camille choisit l'UDC. Parti nouveau sur l'échiquier politique genevois, il peut lui donner l'image d'un parti vierge en quelque sorte des pratiques politiciennes qu'elle n'apprécie guère et qu'elle connaît à travers l'engagement politique de son mari au PDC :

« Parce que j'ai un mari qui fait de la politique donc j'en entends parler quand même, je suis un tout petit peu horrifiée de leur façon d'agir, et de ce qu'ils peuvent se tirer dans les pattes officiellement, etc., ce qui me gêne beaucoup ; mais je serais entrée dans aucun autre parti ».

Elle perçoit donc l'UDC comme un parti différent du reste du monde politique. Les compétences objectives qu'elle met en avant sont d'ordre technique et relativement

---

<sup>17</sup> Législatif au niveau cantonal.

<sup>18</sup> Le PDC est un parti de « centre-droit » marqué historiquement par sa proximité au catholicisme.

spécialisées (la question du chômage, les politiques de l'emploi et de réinsertion), et découlent de ses activités professionnelles dans le secteur depuis une dizaine d'années. Elle se fait une idée du travail de politicienne auquel elle aspire : n'intervenir que sur la base de connaissances solides et de dossiers préparés, ce qui s'apparente à un engagement sur dossier. Finalement, Camille quittera l'UDC en 2006 trois ans après son adhésion : élue au Comité central, elle sera déçue de retrouver au sein du parti des contradictions entre les discours et les pratiques, et horrifiée par les conflits internes.

Au final, nous avons donc deux types de postures anti-élites associées à une faible compétence politique, mais qui se déploient selon deux logiques différentes. Chez les militants populaires, cette posture prend tendanciellement la forme d'une dénonciation de la collusion des élites politiques de quelque bord qu'elles soient, tandis que pour les « engagées morales », c'est plutôt le refus du conflit et la dénonciation d'engagements mus par l'intérêt personnel qui dominant. Le discours est ici marqué, de deux façons différentes, par une distance au champ politique, dans un cas témoignant d'une extériorité par rapport à ce dernier, dans l'autre d'attentes idéales à son égard, ce qui n'est pas le cas des attitudes anti-élites que nous allons maintenant considérer.

### *Des critiques politisées de la classe politique*

Nous retrouvons ainsi des critiques politisées de la classe politique, qui relèvent plus de « l'investissement critique » décrit par Daniel Gaxie. Comme ce dernier l'avait indiqué, ces critiques prennent des formes différentes selon les orientations politiques des individus. Ici, tous nos enquêtés étant des militants de l'UDC, ces différences se font en fonction des trajectoires politiques préalables à l'engagement à l'UDC. Nous observerons donc ces rejets des élites chez des militants provenant de la gauche, de la droite, de l'extrême-droite et chez un jeune militant politisé sur la question de l'Europe.

Jacques, un « méritant »<sup>19</sup>, fils d'ouvrier, droguiste, à la trajectoire marquée par la lutte contre le déclassement, a été pendant 30 ans, de 1960 à la fin des années quatre-vingt, membre du parti socialiste, avant de rejoindre l'UDC dix ans plus tard. Son éloignement de la gauche et sa reconversion politique s'expliquent pour partie par un sentiment de non-reconnaissance, de la part de son camp politique d'origine, de ses difficultés professionnelles et des efforts qu'il déploie pour les surmonter. Il a une grande compétence politique, lit beaucoup, et ce sont ses dispositions autodidactes qui rendent nécessaires à ses yeux un engagement quel qu'il soit, pour ce qu'il permet d'apprentissage et d'acquisition de connaissances<sup>20</sup>. Jacques produit pourtant lui aussi une critique des élites politiques, marquée par sa précédente orientation à gauche. Ainsi, il dénonce le personnel politique sur la base de son manque de représentativité sociale :

« Il faudrait aussi d'autres gens dans un Parlement, même si c'est pas des spécialistes, que des avocats et des juristes ! Faudrait des

---

<sup>19</sup> Nous avons nommé « méritants » le type de militants, en ascension sociale (du salariat à l'indépendance, ou au sein d'une carrière professionnelle de salarié) ou en lutte contre le déclassement, dont le rapport au monde est profondément structuré par le mérite et l'effort, et dont la position sociale est perçue comme découlant directement de ces investissements. Ils manifestent en prolongement une aversion de voir les fruits de leur labeur ponctionnés par l'Etat, l'impôt ou par les divers « consommateurs d'aides », parmi lesquels, si ce n'est en premier lieu, les étrangers (Gottraux et Péchu, 2011: 165-201).

<sup>20</sup> Pour plus de détails sur la trajectoire de Jacques voir Gottraux et Péchu, 2012.

artisans, il y a quelques professions libérales, deux, trois dentistes, un médecin, ouais, bon, mais j'entends c'est tout ! Les ouvriers, les autres, comment voulez-vous aller ? »

C'est aussi le poids des lobbies sur les prises de position des élus, des incompetents qui se feraient ainsi manipuler, qui le révolte :

« Parlement de milices, ils se font manipuler, il y a des commissions, il y a des lobbies, vous savez bien. Ils disent : ouais, mais c'est comme ça, comme ça, comme ça, puis les gars, ils votent, mais ils ont jamais rien compris au problème ! »

Effectuant une comparaison entre les droguistes et les pharmaciens, il explique aussi que le point de vue de certaines catégories n'est pas défendu, car elles n'ont pas les ressources suffisantes pour s'organiser (ici les droguistes). D'ailleurs, les élus seraient sous la coupe des trusts :

« Les Verts, la gauche, les libéraux, les radicaux en partie aussi (...) quand systématiquement vous voyez qu'ils font la politique pour les grands trusts, les grandes boîtes, et jamais pour nous, vous dites : ouais, mais alors le discours, il est complètement... Le discours idéologique, il colle à rien du tout ! Il colle à rien du tout ! »

Et les élus ne représentent pas la démocratie, mais « ils représentent leurs intérêts, et pis c'est tout ! ». Cette dénonciation des élites marquée par sa précédente orientation à gauche se mêle à des inflexions qui ont à voir avec la valorisation du travail, du mérite et de l'effort classiquement à l'origine d'un discours opposé aux prestations sociales et aux réglementations : « les partis de gauche comme de droite » veulent « flatter l'électorat, pis c'est tout ! », lorsqu'ils décident de développer des prestations sociales, et les élus perdent leur temps à voter des lois inutiles sur des objets ridicules, des lois qui représentent « vingt bottins de téléphone par jour dans le monde ».

Mais on comprend aussi que son engagement à l'UDC et sa dénonciation des élites politiques provient de sa forte déception vis-à-vis du PS, qui ne défendrait pas les petits commerçants, lui qui indique avoir adhéré à l'UDC pour se « venger » du PS :

« Je me suis dit, je vais me venger un peu de mes erreurs de jeunesse, d'avoir soutenu cette gauche qui finalement ne me soutient absolument pas. »

Ce rejet des élites politiques est donc lié à de fortes attentes vis-à-vis de la politique, qui ont été déçues.

D'autres trajets politiques produisent d'autres formes de dénonciation des élites. Ainsi, Thomas, « idéologue »<sup>21</sup>, a été successivement membre du PRD, durant 4 ans, puis du parti libéral (PL) pendant 10 ans, avant d'adhérer à l'UDC en 2001. Issu d'une famille libérale protestante, avec un père journaliste, Thomas fait des études de droit et travaille à l'Etat de Genève avant de se lancer comme juriste indépendant. Sa réticence face aux élites politiques s'exprime par une nostalgie pour la figure qu'il estime aujourd'hui disparue du « vrai magistrat ». Il pose un regard très critique sur le fonctionnement actuel des institutions suisses et du jeu

---

<sup>21</sup> Ces personnes ont les mêmes caractéristiques sociales que les moralistes, à la différence près qu'ils manifestent une compétence politique forte et un intérêt marqué pour les débats idéologiques et les conflits de ligne dans les organisations (Gottraux et Péchu, 2011: 225-258).



politique où ce n'est plus « la chose publique, l'intérêt public » qui prévaut. Tout au long de l'entretien, il exprime une nostalgie par rapport au temps « des vrais magistrats », les « Magistrats, en majuscule », « qui étaient des personnalités fortes, qui étaient des tribuns », « abordables dans la rue », « qui n'avaient pas peur de dire ce qu'ils pensaient » et n'étaient pas des « magistrats de compromissions, qui pensent à la prochaine élection pour plaire sans déplaire, ou pour déplaire en plaisant ». Il conclut :

« A un moment donné, il faut avoir les capacités de savoir, de savoir-faire, de savoir-être et de faire-savoir, qui font le bon Magistrat. Et là, à Genève, on a très, très peu, au jour d'aujourd'hui, au Conseil d'État<sup>22</sup>, de bons Magistrats. »

Cette figure du « magistrat de compromission » s'éclaire quand on sait que Thomas a quitté le PRD alors que ce dernier avait décidé de ne pas présenter de candidat contre le PS, pour des raisons tactiques, dans une logique consensuelle toute helvétique. De même, l'importance qu'il accorde au fait que les magistrats soient « abordables » renvoie à son départ du parti libéral non seulement en raison de sa trop grande inattention aux questions sociales, mais aussi parce qu'il reproche à ce parti son élitisme, puisque pour lui certains de ses élus ne représenteraient pas « le peuple ». Mais il exprime néanmoins toujours un grand respect pour les hommes et femmes politiques qu'il connaît, utilisant fréquemment le « monsieur » ou « madame ».

Ce discours anti-élites spécifique va de pair avec une très grande valorisation de la démocratie directe, qu'il exprime lorsqu'on lui montre une photo de la « landsgemeinde »<sup>23</sup> de Glaris ou la photo du général Guisan, héros national de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale. Sa réaction initiale à cette dernière est révélatrice de son attachement à la démocratie directe puisqu'il précise que « c'est l'expression de notre démocratie directe, en fait, où les gens se parlent au-delà des rangs hiérarchiques, enfin des rangs hiérarchiques, des conditions sociales ».

Le propos de Thomas s'inscrit dans une certaine nostalgie pour le passé, présente tout au long de l'entretien. La nostalgie pour la figure disparue du « vrai magistrat » va de pair avec une idéalisation de la vie de quartier de l'époque où les gens se parlaient entre eux, s'intéressaient les uns aux autres, où il y avait une présence des parents dans l'éducation des enfants, toutes choses qui auraient aujourd'hui disparu. Il s'inscrit aussi finalement dans une quête de la véritable droite, « non élitaire » et peu ou pas disposée aux calculs étroitement politiques.

C'est par contre un positionnement anti-élites très différent, tourné vers l'international, que tient Frederik, un « jeune anti-européen » zurichois, issu d'un milieu de classe moyenne orienté à gauche, et comme les autres jeunes militants de ce type (Gottraux et Péchu, 2011 : 139-164), très intéressé par la politique, très compétent, et entré à l'UDC essentiellement sur la question européenne. Son refus de l'adhésion de la Suisse à l'ONU ou à l'Europe est soutenu par un discours anti-élites, ces institutions étant perçues comme des instruments de la domination des élites, et il est le seul de notre corpus à reprendre (en s'en distançant en partie) le vocable utilisé par Christoph Blocher de « classe politique » :

« Nous en revenons peut-être encore une fois sur Christoph Blocher, il emploie le concept de « classe politique ». J'utiliserais pas forcément

---

<sup>22</sup> Exécutif au niveau cantonal.

<sup>23</sup> Pratique de la démocratie directe à main levée, dans les cantons alémaniques de toute petite taille.

cette expression. On peut bien entendu se disputer pour savoir s'il y a cela en Suisse, mais j'ai aussi ce sentiment qu'il y a quelque chose comme cela et c'est certainement aussi quelque chose, si je peux en parler encore une fois, il est absolument pas élitiste [elitär]. C'est aussi quelque chose que je trouve très important personnellement. L'élitisme aussi dans le domaine personnel, je trouve cela très arrogant, c'est quelque chose que mes amis trouvent aussi, l'élitisme est quelque chose que je trouve très antipathique. Et ce qui est aussi fascinant, lorsqu'il a été élu Conseiller fédéral<sup>24</sup>, peut-être qu'il fait semblant, c'est possible, mais il me donne l'impression qu'il n'a pas cet élitisme et qu'il est toujours relié au peuple, pour utiliser une vieille expression. À mon avis, il n'est pas élitiste, il ne cherche pas la fusion avec les autres élites, ce qui signifierait pour moi par exemple l'adhésion à l'UE, ce qui est certainement le cas des autres et pour moi toute l'UE est aussi une domination de l'élite. »

Il justifie aussi son refus de l'adhésion de la Suisse à l'ONU comme étant l'expression d'un rejet de cette « domination de l'élite ». Frederik perçoit alors le Conseil fédéral et les médias comme partiaux, défendant de manière collusive des positions hostiles à celles de l'UDC, « un abus de pouvoir démocratique ». Finalement, le discours de Frederik se base sur une conception des organisations internationales comme instruments d'une élite qui s'oppose au « peuple ».

C'est encore une autre configuration que nous retrouvons chez Claude, « idéologue », issu d'une famille alémanique de grands médecins marqués à droite, qui adhère à 17 ans en 1966 aux Jeunesses de Vigilance<sup>25</sup>, militant politique sur la question vietnamienne dans l'anti-communisme organisé, qui deviendra député cantonal de Vigilance à la fin des années quatre-vingt et qui entrera à l'UDC en 1995, retrouvant par la suite un mandat de député cantonal et des responsabilités à la tête du parti cantonal. S'il dénonce l'élitisme du parti libéral (« le parti libéral reste un parti de classe »), il ne tient pas de discours amalgamant sur les élus, et signale au contraire au chercheur sa proximité, basée sur un passé commun à Vigilance, avec des élus et responsables du PRD et du Parti libéral (PL)<sup>26</sup> :

« Nous avons quelques autres jeunes militants vigilants, à l'époque, qui ont aussi fait leur chemin. Comme ils avaient des ambitions politiques, et qu'à l'époque, l'UDC n'était pas encore très présente à Genève, et que Vigilance avait disparu, ils sont allés dans d'autres partis. Par exemple, Monsieur Olivier Jornot, qui était un jeune cadre, mais enfin, des jeunesses vigilantes, il est devenu président du Parti libéral à Genève. Et pis il y a Monsieur Patrick Meyer, avec Y, qui était un très bon élément des jeunesses

---

<sup>24</sup> Membre de l'exécutif fédéral (7 membres), élu par les deux chambres législatives.

<sup>25</sup> Parti exclusivement genevois, aujourd'hui disparu, à l'extrême-droite de l'échiquier politique.

<sup>26</sup> Parti de la droite classique, surtout présent en Suisse romande, représentant à Genève la haute bourgeoisie de la banque et des professions libérales.

vigilantes, lui, il est devenu un membre du Parti radical, un membre important au Parti radical à Genève. Mais nous entretenons toujours de bonnes relations avec eux ! [rire]. »

Par contre, on retrouve chez lui une dénonciation des élites intellectuelles et des médias. Sollicité au sujet des critiques sur l'attitude de la Suisse pendant la seconde guerre mondiale, et notamment sur le rapport de la commission Bergier<sup>27</sup>, il traite ce dernier de « naïf » et explique la teneur du rapport par le fait que les « historiens suisses (...) étaient la plupart, d'extrême gauche, et (les) historiens étrangers (...) (ne) connaissaient rien à la Suisse ». Il désigne le rapport comme « une sorte de révisionnisme historique », qu'il oppose à la sagesse populaire qui ne s'en laisserait pas compter :

« Mais je crois que la population n'a pas vraiment suivi. Parce que les gens savaient ce qui s'est passé vraiment »

Il dénigre aussi les médias, qui auraient repris les conclusions des historiens, et dont il dénonce longuement l'orientation idéologique à gauche et le manque de pluralisme.

Cette dénonciation des élites intellectuelles et médiatiques découle chez Claude de son engagement très idéologique à l'extrême-droite, qui l'a sensibilisé aux enjeux de l'interprétation de l'histoire et de l'actualité. Mais on la retrouve aussi chez un autre « idéologue », Patrick, passé lui par le parti libéral, mais qui, en raison de sa socialisation familiale (son père a côtoyé Guisan pendant la guerre), a une identité dans laquelle le sentiment patriotique occupe une place centrale. Le rapport Bergier sera alors pour lui aussi l'occasion de développer un discours opposé aux historiens (« ces crétins de la commission Bergier ») et aux médias s'agissant de cette question. Cela ne s'accompagne pas d'un discours opposé aux élites politiques, puisqu'il se perçoit comme le descendant d'une famille patricienne de Glaris, et s'il constate que le Parti libéral est « une élite » ou « élitiste », c'est plutôt pour témoigner de son admiration pour « leurs cerveaux magnifiques ».

Parmi les critiques politisées de l'élite, on retrouve donc des discours dissemblables et aux logiques de production très différentes : une déception quant à un engagement à gauche très investi, une nostalgie du passé relevant pour partie d'une forte socialisation religieuse, un refus de l'Europe perçue comme une domination des élites, une critique des médias et des intellectuels portée par un fort nationalisme dans le contexte suisse du rapport Bergier sur le rôle de la Suisse pendant la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale. Mais ces critiques se distinguent de celles qui émanent de personnes peu compétentes politiquement, qui témoignent dans leur forme d'une distance au champ politique, qu'il soit perçu en terme de totale extériorité ou investi d'attentes complètement idéalisées. Il n'en reste pas moins que ce discours anti-élites n'est pas présent chez tous les militants.

## **L'absence d'anti-élitisme chez certains militants**

C'est d'abord parmi les « libéraux » que l'absence d'attitude anti-élites est systématique. Mais on peut aussi, paradoxalement par rapport à ce qu'un certain

---

<sup>27</sup> En 1996 une commission indépendante d'experts (dite Commission Bergier), essentiellement composée d'historiens, a été mandatée par le Conseil fédéral pour étudier le rôle de la Suisse pendant la guerre, face au IIIème Reich, suite à l'affaire dite des « fonds juifs en déshérence ».

sens commun sur le populisme pourrait avancer, ne pas retrouver une dénonciation de l'élite mais au contraire sa valorisation chez certains « déclassés »<sup>28</sup>.

Les militants que nous avons réunis dans la catégorie des « libéraux »<sup>29</sup> ont comme caractéristique d'être liés à l'univers des PME par leur origine familiale, d'avoir hérité du capital économique accumulé par leurs parents, mais de l'avoir « sécurisé » par l'obtention de diplômes universitaires. Leur engagement à l'UDC constitue une médiation pour défendre leurs intérêts socio-économiques, parfois en prolongement direct de leur appartenance à des associations professionnelles patronales. S'ils ont choisi l'UDC, c'est parce que l'UDC incarne pour eux le représentant « naturel » des petits et moyens entrepreneurs, pour d'autres parce que ce parti constitue le seul parti « bourgeois », le PRD ayant à leurs yeux renoncé à ses convictions et n'étant pas suffisamment libéral économiquement. Ils tiennent un discours très libéral sur le plan économique, font preuve de moins de suspicion envers les étrangers que les autres types de militants UDC, et sont parfois sur des positions libérales en matière de mœurs. Surtout, ils ont généralement pris des responsabilités, électives ou organisationnelles, vécues comme allant de soi. Ces caractéristiques ont comme conséquence qu'ils ne tiennent pas de discours de dévalorisation des élites politiques.

Ainsi, Birgit, la trentaine, avocate, s'engage à l'UDC dans le canton de Zürich alors qu'elle n'a que 18 ans, et est loin d'une attitude anti-élites visant les autorités politiques. Son engagement l'inscrit dans une lignée familiale du côté paternel faite de tradition d'engagement à l'UDC. Son père qui, après avoir pris en charge l'entreprise agricole familiale, dirige une entreprise de produits laitiers, est membre de l'UDC, comme plusieurs ancêtres masculins du côté paternel qui ont occupé des mandats politiques à différents niveaux de la vie politique zurichoise :

« (...) Mais les ancêtres de mon père, les ancêtres masculins de mon père étaient tous des politiciens. Mon père était actif dans le district. Son père était président de commune, ils étaient tous d'une certaine manière UDC, chacun était actif quelque part, un était au Grand conseil, un était Conseiller national<sup>30</sup>, ils étaient presque tous Président de commune et encore un peu dans la justice, juge de district ».

L'engagement de Birgit la conduit elle-même à occuper de multiples fonctions de direction dans les jeunes du parti et le parti cantonal, à détenir un mandat législatif cantonal, et, comme son père, elle est membre de l'Association des propriétaires fonciers.

On comprend dans ces circonstances qu'avec sa profession libérale qui la place assez haut dans la hiérarchie sociale et son inscription dans une lignée familiale d'élus, le rejet des élites ne soit pas présent chez elle. Elle développe au contraire un discours de respect des élus quelle que soit leur étiquette :

« Nous avons aussi largement accepté que le PS ait une autre opinion, c'est notre adversaire, notre adversaire politique. Pour cela ce ne sont pas de mauvais êtres humains. C'est pourquoi le PS a le

---

<sup>28</sup> Nous avons réuni dans ce type les personnes en déclassement intergénérationnel, et dont l'engagement joue pour certains le rôle de compensation grâce aux rétributions électives, ou constitue pour d'autres un lieu d'intégration sociale (Gottraux et Péchu, 2011: 111-137).

<sup>29</sup> Voir sur ce type Gottraux et Péchu, 2011: 203-224.

<sup>30</sup> Parlementaire fédéral élu à la chambre basse.

droit d'exister, ils ont été élus comme nous, mais des fois j'ai l'impression qu'en retour il n'y a pas la même tolérance »

Elle se montre choquée par une affiche électorale de l'UDC visant les élus de gauche :

« Sur l'affiche des rats, c'était deux rats rouges qui mangeaient un porte-monnaie, cela je ne l'ai pas [*insistance*] trouvé bien fait, ça je trouve pas correct et je ne veux pas aussi que l'UDC le refasse. (...) Parce que les gens de gauche ne sont pas des rats, mais ils sont un peu [*réfléchi*] ils dépensent volontiers de l'argent au détriment des contribuables. Et c'est quelque chose qu'on peut leur reprocher. »

Ainsi, elle fait montre d'un sentiment de solidarité avec les autres élus, fussent-ils de gauche, en refusant qu'on les représente d'une manière dépréciative. Si elle a choisi l'UDC, c'est parce qu'elle considère que le parti de droite traditionnelle, le PRD, n'est pas assez libéral s'agissant du rôle de l'Etat, et nullement en raison d'un discours de rejet amalgamant des élus des autres partis. Par ailleurs, si elle affirme qu'elle considère « le Peuple » comme « (s)on chef », et si elle explique que ce dernier « prend beaucoup plus soin de ses droits que nous les parlementaires » en n'acceptant pas notamment l'augmentation des impôts, dans une classique ligne libérale, elle souligne que la pratique des « Landsgemeinde », ces assemblées du peuple qui existent dans certains petits cantons, ne peut absolument pas être transposée à la réalité zurichoise.

On retrouve d'ailleurs chez elle un discours qui la distance de manière générale des prises de position du parti, notamment en matière de mœurs.

Cette absence de positionnement anti-élites se retrouve aussi chez Mickaël, que nous avons classé parmi les « libéraux ». Mickaël, la soixantaine, adhère dans le canton de Zürich en 1969 au PAB (Parti des paysans, artisans et bourgeois), qui deviendra par la suite l'UDC. Il dirige un hôtel-restaurant hérité de son père, et a été élevé dans un milieu qui lui a transmis l'évidence de l'entreprise individuelle et de la valeur travail, ainsi qu'une orientation politique conservatrice et anti-étatiste. C'est « de manière quasi accidentelle » qu'il adhère, ayant contacté tous les partis de sa commune, et alors qu'il avait une préférence pour le PRD. Mickaël est membre de la direction cantonale de l'UDC, élu dans le législatif cantonal, a des responsabilités à la Fédération suisse des cafetiers, restaurateurs et hôteliers, et fréquente le Rotary club, « un peu par obligation » professionnelle. Si Mickaël relève « l'inutilité pratique » du Parlement national, en raison de sa lenteur dans l'élaboration des lois, on sent poindre tout au long de l'entretien sa fierté par rapport à son statut d'élu cantonal, peu compatible avec un sentiment anti-élite. De même, s'il rejette les autres partis, c'est sur la base d'un raisonnement proprement politique évaluant leurs prises de position, rappelant ainsi que le slogan du PRD était auparavant « plus de responsabilité individuelle, moins d'Etat », pour estimer que ce dernier s'en est écarté. Il mène d'ailleurs une sorte de diagnostic sociologique du PRD :

« Aujourd'hui lorsque vous regardez la composition de la fraction radicale démocratique, ils n'ont pratiquement aucune personne active indépendante. Ce sont tous des fonctionnaires étatiques, assurances, banques, la grande industrie, cela on le remarque. Quand il s'agit de

demandes syndicales, le PRD vote aujourd'hui comme un salarié. Parce qu'ils le sont eux-mêmes. Ils ne sont plus l'entrepreneur indépendant qui doit tout d'abord gagner l'argent qu'il veut dépenser. »

Et on sent poindre chez lui une critique par rapport à l'évolution de son parti, qui tend à se mettre dans une position d'hostilité vis-à-vis des élus d'autres partis :

« Pour nous<sup>31</sup> le travail politique doit être mis au premier plan et pas l'attaque contre les autres qui pensent différemment, ça je l'ai aussi jamais compris. C'était l'enseignement de la maison. Il doit y avoir d'autres opinions. J'ai une fois défini la démocratie comme des pensées différentes qui divergent dans l'amitié, ça c'est la démocratie, cela nous a marqué et aujourd'hui il me semble que l'UDC se perd un peu. »

Il se distancie aussi de Christoph Mörgeli, responsable en vue du parti zurichois très proche de Blocher, qui attaque dans une rhétorique propre à l'anti-élitisme l'ancien Conseiller fédéral PRD Kaspar Villiger, en l'accusant d'agir politiquement sur la base d'intérêts privés :

« Bon bien entendu comme la presse l'a fait c'est superficiel. Mörgeli est un homme très sensé. Il n'écrit pas ce qu'il n'a pas avant vérifié à cent pour cent. (...) J'ai seulement dit à Christoph, 'C'est le ton qui fait la musique' [*en français*]. Cela on ne le fait pas. Pour les radicaux Villiger est une icône. Comme les nôtres hurleraient si un Mörgeli socialiste attaquait de la sorte Christoph Blocher ! Il y aurait des cris d'indignation dans le parti. Et avec ça nous ne solutionnons pas les problèmes. »

Mickaël fait par ailleurs une différence au sein des hommes politiques entre « les hommes de pouvoir extravertis », perçus négativement, et « les travailleurs silencieux » que sont certains hommes politiques, loin de produire un discours amalgamant.

Au final, la logique d'engagement des militants libéraux n'a rien à voir avec un quelconque sentiment anti-élite. Socialement bien lotis, ayant des responsabilités politiques, insistant sur le travail politique et le dialogue nécessaire pour trouver des solutions aux problèmes qui se posent, respectueux du statut d'élu, ils se perçoivent d'ailleurs finalement eux-mêmes comme appartenant à l'élite économique, devant de ce fait assumer des charges politiques pour le bien commun. On peut néanmoins, chez certains enquêtés de ce groupe, relever un choix d'engagement à l'UDC plutôt qu'au PRD guidé par le besoin de se distinguer de ce qui est perçu comme un « snobisme » du PRD, exprimant un besoin de distanciation volontaire par rapport à l'élite socio-économique zurichoise.

Paradoxalement, nous retrouvons aussi non seulement une absence de rejet des élites, mais au contraire une admiration pour « l'élite » chez un militant de notre corpus appartenant à la catégorie des « déclassés ». Ainsi, Eric, la trentaine, adhérent de l'UDC à Genève, est un enfant adopté par un couple de genevois de la

---

<sup>31</sup> Il parle de lui à la 1<sup>ère</sup> personne du pluriel.

classe moyenne. Alors que ses parents avaient des ambitions scolaires pour lui, il ne réussira pas à l'école, et occupera des emplois subalternes, avant de devenir bénéficiaire de l'assurance invalidité suite à un accident du travail. Il est donc en net déclassement social par rapport à ses parents, mais aussi par rapport à son jeune frère. Eric est fasciné par la réussite sociale, quelle que soit la forme qu'elle prenne : professionnelle, économique, politique ou intellectuelle. Les engagements d'Eric, parmi lesquels son appartenance à l'UDC, sont à mettre en lien avec sa fascination pour la réussite. Dans ses choix d'engagements associatifs et politiques, il cherche en effet à intégrer les groupes qu'il associe à l'élite. Il fait également part de sa volonté de se convertir au judaïsme, parce qu'il associe de manière très nette et spontanément la communauté juive à l'élite politique, intellectuelle et économique. Il est fasciné par la commune résidentielle et chic de Coligny, au point d'accrocher un drapeau de cette commune sur un des murs de son appartement. Et s'il indique que « [son] cœur (...) vacille entre l'UDC et le Parti libéral », c'est non seulement pour des raisons idéologiques, mais très certainement aussi à cause de l'image élitaire que ce dernier véhicule sur la scène politique genevoise. Au final, son engagement est conçu explicitement comme un moyen de se faire des amis, un moyen d'intégration sociale dans un groupe qu'il perçoit comme celui de personnes « qui ont un niveau de vie relativement élevé », un signe pour lui « d'installation » dans la vie.

Si nous avons pu repérer une absence systématique de discours anti-élite chez les « libéraux », et même au contraire une valorisation des charges électives et de leurs titulaires, et si nous avons mentionné le cas d'Eric parce qu'il est contre-intuitif, notons également l'absence d'attitude anti-élites chez de nombreux militants appartenant à divers types, absence que nous ne détaillerons pas ici. Ainsi, malgré certaines caractéristiques de l'offre UDC, l'attitude anti-élites ne caractérise pas tous les militants de l'UDC. Par ailleurs, lorsqu'elle est présente, elle adopte des formes diverses en fonction des caractéristiques sociales des militants, formes diverses qui rendent difficile leur subsumption sous le même vocable d'« attitude anti-élite ». De la même manière, un rapport enchanté à la personne du leader n'est pas toujours présent chez les militants de l'UDC, et il prend des formes diverses.

## **Le rapport au leader Blocher**

Notre protocole d'enquête ne prévoyait pas de consigne spécifique sur le leader Blocher dans le guide d'entretien. C'est en effet par choix méthodologique que nous avons décidé de voir si la figure de Blocher surgissait spontanément dans le récit<sup>32</sup>. Il nous paraît ainsi significatif que le rapport au parti et/ou les motifs avancés pour rendre compte de l'engagement mobilisent d'une manière ou d'une autre la figure du leader, évoquent des éléments sur cet homme politique supposé, à suivre maints commentateurs, incarner le parti de manière emblématique et privilégiée, et constituer un moteur important d'identification à ce dernier. Et quand cette figure surgissait dans le discours, il devenait dans un deuxième temps pertinent de questionner ses modalités d'apparition, les formes et l'intensité qu'elle prenait. Compte tenu de ce protocole, nous estimons que l'absence de la figure de Blocher

---

<sup>32</sup> La présence d'une consigne aurait pu fournir davantage d'éléments comparatifs entre entretiens. Nous l'avons néanmoins écartée, craignant qu'elle ne produise qu'un artefact, sous forme de discours convenu. Sur les 40 militants composant notre corpus, un peu moins de la moitié ne mentionnent pas Blocher (15, dont 7 à Zurich et 8 à Genève). Une des personnes qui n'en parle pas en entretien l'évoque pourtant de manière significative lors de l'interaction suivant l'entretien, soit hors enregistrement (Renate, voir plus loin).

dans le discours de certains militants rencontrés relativise l'idée que le rapport au parti passe nécessairement, si ce n'est d'abord, par une relation particulière à son leader, et met à mal ce qu'Annie Collovald (2004 : 150) identifie, parlant certes des votes en faveur du Front national, comme l'imputation « à la fois d'un 'charisme' au chef du FN et d'une 'crédulité réceptive' [le concept venant de Seymour Lipset] chez ses électeurs naïvement conquis par le charme du démagogue ». Mais la présence de Blocher dans les récits ne signifie pas pour autant à elle-seule une confirmation de cette idée.

Du point de vue du repérage empirique du rapport que les militants rencontrés entretiennent à la figure de Blocher, précisons que nous ne procédons pas à une analyse focalisant sur des éléments langagiers précis évoquant d'une manière ou d'une autre son présumé « charisme », telles des expressions usant positivement des notions de chef, dirigeant ou de leader (« notre chef à tous », « notre grand leader », etc.). De tels éléments langagiers ne sont évidemment pas nécessairement présents alors même qu'un rapport enchanté au leader peut néanmoins être identifié. De plus, toute évocation spontanée (sans consigne de l'enquêteur) du personnage Blocher ne correspond pas pour autant à une attitude de déférence à son égard, ce que pourrait laisser supposer l'idée de « relation fusionnelle » au leader associée à cette dimension du « populisme ». Nous devons donc clarifier quelque peu les éléments qui nous permettent de mettre de l'ordre parmi les diverses apparitions en entretien de la figure du dirigeant zurichois.

Nous distinguerons d'abord un premier axe clivant ces évocations spontanées de Blocher : considération-valorisation *versus* distance-critique. Une mention positive de Blocher qui peut aller jusqu'à l'admiration ou la déférence, suppose et implique un rapport enchanté, plus ou moins intense envers ce dernier. Elle se distingue d'une attitude de prise de distance, portant sur un aspect ou un autre, avec des effets potentiels sur la perception de l'autorité ou de la légitimité du leader dans l'organisation. Le second axe renvoie aux différentes expressions que peuvent prendre autant cette valorisation positive que cette prise de distance, sur un axe qui va de l'expression d'une attitude fondée sur un jugement proprement politique, d'un côté, et de l'autre, sur des considérations engendrées à partir d'éléments extra-politiques. Parmi ces dernières, nous pouvons distinguer un ressort émotionnel et l'évocation des qualités du leader, qu'elles soient psychologiques, liées à sa personnalité ou du registre de ses attributs sociaux et de ses compétences. Ainsi, on considèrera comme significatif d'un rapport enchanté n'empruntant pas un mode politique de jugement le fait de manifester un attachement affectif au leader, de s'enthousiasmer de son tempérament, de vanter sa réussite économique, mais aussi de s'offusquer des critiques adressées à ce dernier, ou encore de retirer des rétributions symboliques à pouvoir côtoyer ou tutoyer un tel personnage.

Ces distinctions sont évidemment idéal-typiques, sachant que dans un récit peuvent se mêler les divers aspects, selon des combinaisons et des intensités spécifiques. Il s'agira donc de repérer ces manifestations diverses du rapport au leader, et de mettre en lien ces diverses expressions du rapport à Blocher énoncés par les militants avec ce qui les caractérise socialement et politiquement. Nous considérons en effet que l'expression d'un rapport particulier au leader ne découle pas mécaniquement d'une appartenance à une organisation partisane labellisée « populiste », en dépit de la socialisation organisationnelle qui y a cours, mais trouve pour partie ses raisons et ses logiques de variation dans les caractéristiques individuelles des militants.



## La valorisation du leader et ses modalités

### *L'émotion d'abord*

Nous rencontrons dans le corpus des évocations de Blocher qui confortent l'idée classique de la relation fusionnelle, dans ses dimensions émotionnelles ou affectives. Ainsi, Stephan, du type des « populaires », membre du parti zurichois d'une cinquantaine d'années, petit employé de banque d'origine populaire, évoque d'emblée Blocher sur un mode enchanté, lorsqu'il est sollicité à se remémorer un événement politique qui l'a particulièrement marqué. Il cite alors la satisfaction du succès électoral du parti qui ressort amplifiée par l'apparition du leader devant les militants enthousiastes, devant la « base » :

« Ce dont je peux me souvenir rapidement, ce qui m'a spécialement touché dans le canton de Zurich, je crois que c'était en 98, où nous avons eu beaucoup de sièges au Grand conseil et à cette époque le Président était encore Blocher, il est entré et c'était une énorme exultation, c'était saisissant. En principe, je ne tiens pas tellement en estime des personnes<sup>33</sup>, mais cela m'a réjoui, sincèrement réjoui comme un petit enfant. C'était beau. Oui. Il est venu auprès de la base, il s'est aussi réjoui, et ça m'a remué. »

Ce souvenir rappelle un élément essentiel de la définition canonique du charisme s'agissant du populisme, la capacité à être en symbiose avec le peuple malgré la différence sociale. Stephan mentionne en effet, lorsqu'on le relance sur sa perception de Blocher, sa proximité avec des gens ordinaires, proximité paradoxale vu les attributs sociaux du leader et son statut de gros entrepreneur :

« Je crois, il partage les sentiments que le peuple pense et que le peuple éprouve. Je le crois. Bien qu'en principe il soit un homme riche, pas dépendant, il partage les mêmes sentiments que la population. Je l'ai toujours ressenti, aussi à l'Albisgüetli<sup>34</sup>, j'y suis allé plusieurs fois. Il va auprès des gens. J'ai un grand respect pour lui. Il ne se cache pas et oui il est simple et malgré tout il a quelque chose de plus. »<sup>35</sup>

Pour l'anecdote, signalons que ce « grand respect » se traduit par la présence à son domicile d'une statuette de Blocher, que sa femme, Claudia, elle-même membre du parti, dit avoir été ramenée au domicile familial par leur fils. On ne trouve par contre pas chez Stephan (ni chez sa femme) d'appréciation de Blocher prenant la forme d'un jugement politique sur ses prises de position ou ses actions politiques.

---

<sup>33</sup> Comme chrétien évangélique entièrement structuré par une lecture littérale de la Bible, il veut sans doute dire qu'il n'est pas porté sur une sacralisation de personnes humaines, attitude qui entrerait en contradiction avec ses croyances religieuses réservant à Dieu la sacralité.

<sup>34</sup> Meeting emblématique de l'UDC zurichoise, de portée nationale.

<sup>35</sup> Apparaît aussi dans d'autres entretiens le fait que l'ascension sociale méritocratique de Blocher ne l'aurait pas coupé de ses origines sociales si ce n'est modestes, du moins extérieures aux classes supérieures. Par exemple, Hans, jeune militant zurichois anti-européen analyse : « On dit 'Oui, mais le Conseiller fédéral Blocher est aussi un aristocrate, un manager gâté', mais son attitude est malgré tout liée à là d'où sont ses racines, une famille de pasteur, une famille qui a eu la vie dure. Cette conviction à mon avis, il l'a pris avec au Conseil fédéral. C'est son monde. Il a beaucoup travaillé et aussi beaucoup réalisé de choses. »

Le registre d'attachement exprimé est extra-politique et d'ordre émotionnel, confirmant le rapport à la politique peu compétent de Stephan que l'on peut par ailleurs constater dans le reste de l'entretien. Mais si ce registre émotionnel se retrouve chez d'autres militants, ce n'est que chez Stephan que nous le rencontrons seul, non accompagné d'autres éléments.

### *Une combinaison de jugements politiques et extra-politiques*

Souvent, la mention de Blocher combine un jugement sur les qualités du leader et une préoccupation thématique d'ordre politique, notamment en opérant une évaluation positive d'un leader qui porte telle ou telle question devant « le peuple », avec vision, courage et détermination. Ainsi Giorgio, « méritant », militant d'origine tessinoise, issu d'une famille très modeste et qui a connu une ascension sociale relative dans le contexte des « Trente glorieuses » en s'expatriant à Zurich, retrouve chez Blocher un personnage porteur d'idées fortes qui lui parlent (pour lui, essentiellement la restriction de l'immigration), qu'il compare au leader des partis auxquels il s'est identifié dans son trajet politique antérieur. Ancien militant de l'Alliance des indépendants (ADI), parti de « centre-droit » aujourd'hui disparu créé par Gottlieb Duttweiler dans le but de défendre les consommateurs, Giorgio comparera Blocher à ce dernier, pourtant fort éloigné idéologiquement, sur leur commune méthode d'approche des situations :

« Duttweiler était comme Blocher, de grandes idées qui tiennent debout. Pas des idées molles où on ne sait pas où ... dur mais logique. J'ai toujours fonctionné selon la logique. Si quelque chose est logique, clair, je suis pour. Mais si c'est mou et pas clair cela ne me va pas. »

Et de préciser que ces leaders sauraient poser avec détermination les problèmes (« prendre les problèmes en main »), comme l'indique sa réponse à une relance :

« Oui, le lien est qu'ils prennent logiquement les problèmes en main et les amènent devant le peuple. Duttweiler, à son époque, Schwarzenbach<sup>36</sup> à cause du nombre d'étrangers... » et aujourd'hui Blocher qui les prend en main. Maintenant avec la situation dans l'asile, on a plus serré la vis et on a maintenant moins de requérants d'asile. On est trop attractifs et il faut rendre la Suisse moins attractive. Il a pu le communiquer logiquement au peuple, que c'est comme ci et comme ça. C'est juste. À Schwamendingen, à Zurich, il y a plus de trente pour cent d'étrangers et ça dérange le peuple. »

Nous trouvons donc également des raisonnements politiques embryonnaires motivant la valorisation du leader, à côté d'un attachement passant de manière dominante par des éléments extra-politiques, à caractère émotionnel ou psychologisant, et ce, y inclus chez des personnes en position inférieure ou intermédiaire dans la hiérarchie sociale, et dont la compétence politique reste dans l'ensemble plutôt limitée.

---

<sup>36</sup> James Schwarzenbach, fondateur et leader de l'Action nationale, parti xénophobe des années 1960-1970 et connu pour avoir combattu la "surpopulation étrangère" dès la fin des années soixante.

## *L'admiration dans tous les milieux*

De même il serait erroné de supposer que l'attachement extra-politique à Blocher, notamment dans sa dimension émotionnelle, n'est présent que chez des militants d'origine modeste et peu compétents politiquement. Ainsi, Beat, « libéral », hôtelier issu des catégories supérieures, élu du parti zurichois, produit spontanément un récit sur Blocher où se mêlent considérations enchantées et appréciations politiques. Celui qu'il considère au moment de s'engager comme « presque un dieu pour [lui] », qu'il considère toujours comme son « idole » ou comme une « grande figure », et dont le tutoiement l'honore (« Très fier, j'ai dit à ma femme : 'Tu te rends compte Christoph Blocher, Conseiller national, m'a tutoyé' »), est apprécié d'abord pour ses qualités psychologiques et sa capacité présumée à garder un lien avec « le peuple ». Relancé sur ce qui l'« impressionne dans la figure de Blocher », il répond ainsi :

« ...son courage, son endurance et sa proximité avec le peuple. Comme politicien national, il n'a jamais [*insistance*] perdu le contact avec le peuple. »

Mais Beat produit également une évaluation, certes basique, de son positionnement et de son action politiques, ainsi que de ses effets supposés reconnus au-delà de son propre camp (« même la gauche... ») :

« [*En politique*] On doit aussi parler des problèmes. Christoph Blocher a eu le courage de le faire, il a montré les abus dans l'asile. On voit maintenant les résultats, comment sa politique a été efficace. Même la gauche doit le reconnaître. Ou sur les rentes d'invalidité, il n'a certainement rien contre les invalides, il y en aura toujours, mais il y a aussi des individus qui en profitent. »

Se mélangent donc chez Beat des considérations psychologiques sur l'*ethos* de celui-ci, lui qui aurait le « courage » (Charaudeau, 2005 : 87-128) de dévoiler les « problèmes », et la désignation politique précise de ceux-ci, pour lui les « abus » présumés en matière d'asile et de consommation de prestations sociales étatiques<sup>37</sup>. Contre l'idée que le manque de sophistication politique (repérable notamment par l'usage du registre émotionnel ou d'une évaluation psychologique des hommes politiques) serait propre aux personnes à faible capitaux scolaire et culturel, le cas de Beat diplômé d'une Ecole hôtelière supérieure renommée, montre au contraire que des formes de rapport enchanté à Blocher transcendent les divisions sociales, et peuvent se combiner à l'énonciation de jugements politiques traditionnellement attendus de la part des militants politiques.

---

<sup>37</sup> Ce sont des thèmes convenus des forces dites « populistes », qu'elles constituent et/ou renforcent politiquement dans l'espace public : la désignation de cibles liées à l'immigration (en Suisse, principalement les demandeurs d'asile depuis le milieu des années quatre-vingt), et son extension à d'autres catégories sociales de supposés « abuseurs ». S'il importerait de faire la genèse de cette rhétorique très présente en Suisse (au-delà de l'UDC) sur les « abus » et de son usage extensif et à géométrie variable, notons simplement ici que Beat en attribue l'origine à une individualité, son « idole » Blocher, personnalisant une question politique autrement plus collective et complexe.

### *La fierté de côtoyer le leader*

Nous rencontrons également hors des catégories populaires un attachement au leader, qui ne prend pas les formes du jugement politique, identifiable dans l'existence de rétributions symboliques retirées de la proximité avec ce dernier. C'est le cas de Beat évoqué ci-dessus, mais aussi de Walter, un « déclassé », député cantonal de l'UDC zurichoise, technicien issu d'un milieu aisé et néanmoins propriétaire d'une écurie de chevaux. Il ne manque pas de faire savoir à l'enquêteur que sa position dans le parti l'autorise à introduire un jeune novice en politique auprès de Blocher, qu'il tutoie, valorisant du même coup implicitement le statut de ce dernier, comparé à une star (« fan ») :

« À la soirée bowling, il y avait là un jeune, un grand, qui est totalement du côté de l'UDC. Son plus grand souhait était lors de la dernière réunion de l'Albisgüetli de saluer Blocher. J'ai dit 'Ok, Dani, pas de problème vient devant' entre les gardes du corps et j'ai dit à Christoph, 'Christoph, voici ton plus grand *fan*, le plus jeune *fan* ce soir'. Et c'était génial le contact entre les deux. »

Walter, qui néanmoins concède ne pas « glorifier » Blocher et parfois diverger sur certaines questions (sans préciser lesquelles<sup>38</sup>), multiplie les signes d'un attachement fort au personnage. Evoquant son père ingénieur engagé au Parti radical démocratique (PRD) grison, il signale spontanément au passage la sympathie inattendue de son père pour Blocher :

« Mon père était, comme on dit, bourgeois, un ingénieur civil, de chantier en chantier. Il a toujours été au PRD, il est maintenant dans la direction du PRD (...). Il est toujours fier lorsqu'il voit Blocher. Blocher, collections d'art, mon père collectionne aussi l'art... »

Cette évocation du leader fonctionne comme une sorte de valorisation indirecte, déléguée à autrui en quelque sorte, et produit un sentiment d'évidence de ses qualités : son père, pourtant PRD, admire la figure de proue du parti concurrent. Elle étend du même coup le registre des qualités du leader : Blocher est un amateur et collectionneur d'art, au même titre que son père (dans l'extrait) et sa mère (ailleurs dans l'entretien). Bref, le leader a de multiples mérites, dont celui sophistiqué d'aimer l'art et les tableaux. Le fait de mentionner ce trait prestigieux n'est sans doute pas étranger aux propriétés sociales de Walter, issu des classes supérieures, même s'il est lui-même en relatif déclassement social, sur un plan professionnel, par rapport à sa famille, déclassement qu'il compense par un fort investissement politique fait de multiples responsabilités internes et de l'occupation d'une position électorale.

### *La qualité d'entrepreneur valorisée*

Le leader peut aussi être valorisé pour d'autres raisons, qui ont trait à une compétence sur un domaine ou un autre, à laquelle on accorde de l'importance en fonction de ses propres propriétés sociales et/ou orientations de valeurs. Ainsi, Urs,

---

<sup>38</sup> Les données nous manquent pour corroborer cette assertion, et ne nous ne pouvons exclure l'hypothèse d'une production, dans le contexte de l'entretien, d'une identité stratégique (Collovald, 1988) visant à ne pas passer pour un simple « croyant » ou « lieutenant » fidèle sans initiative propre.

« méritant », contremaître dans la construction devenu petit indépendant vers la fin de son activité professionnelle, aujourd'hui à la retraite et ancien militant de l'Action nationale, mentionne positivement Blocher non seulement pour ses prises de positions sur l'immigration<sup>39</sup>, mais aussi pour son important engagement professionnel d'entrepreneur :

« Je respecte tous ceux qui me prouvent avoir accompli quelque chose dans leur vie. Il [Blocher] a beaucoup, beaucoup accompli. Il n'a pas amené l'entreprise là où elle est en travaillant huit heures par jour, ce n'est pas possible. Je connais cela. »

Comme « méritant », Urs attribue à Blocher des qualités en rapport à son expérience personnelle de (tout) petit patron (« je connais cela »), et en tant qu'ancien contremaître farouchement hostile aux syndicats (il décrit la gauche et les syndicats comme « les rouges », de manière indifférenciée), il se réjouit de la soumission manifestée par les salariés de Blocher à leur patron, qu'il qualifie de « chef » :

« Et parmi les travailleurs, jamais [insistance] personne n'a réclamé, ils se sont tous mis derrière leur chef Blocher. »

Le rapport positif au leader en raison de son statut d'entrepreneur peut prendre une forme plus sophistiquée, lorsque la clé de lecture est plus abstraite, prend un tour plus structuré idéologiquement, et ne dépend pas d'une expérience vécue à titre personnel. C'est le cas de Renate, « libérale », qui juge Blocher sur ses compétences économiques, elle qui l'apprécie pour son « efficacité de manager »<sup>40</sup>. Cette militante issue de la bourgeoisie zurichoise et de parents PRD, journaliste et mariée à un à acteur important du milieu bancaire de la place, juge le leader à partir d'une matrice libérale abstraite structurant l'ensemble de ses prises de position. Cette évaluation du leader en rapport à des critères économiques se retrouve chez Amélie, militante genevoise « méritante », travaillant dans l'immobilier, qui produit un discours particulièrement hostile à la redistribution, mais aussi à la progressivité de l'impôt. Parmi les membres de l'UDC en position selon elle, comme entrepreneurs ou indépendants, de créer de la richesse, seul Blocher est cité nommément :

« Disons dans l'UDC, il y a quand même la garantie qu'il y a un Blocher, et aussi les autres, qui ont une activité économique réelle. Qui ont un vrai rôle dans la société. Ils ne sont pas là pour redistribuer ce qu'ils ont réussi à choper dans la poche des autres. Pour moi, c'est une garantie. Vous comprenez, quand vous regardez une Calmy-Rey<sup>41</sup>, qui a passé toute sa vie aux frais de l'État... »

Nous ne retrouvons pas cette mention de la qualité d'entrepreneur chez les militants d'origine populaire et reproduisant la position sociale de leurs parents, que nous avons désignés comme « populaires ». Cela nous confirme dans l'idée que

---

<sup>39</sup> Urs crédite Blocher de la « qualité » proprement politique, d'avoir radicalisé à droite l'UDC, en reprenant à l'Action nationale la question de l'immigration, pour l'imposer au sein de l'UDC.

<sup>40</sup> Note de terrain post-entretien.

<sup>41</sup> Micheline Calmy-Rey, femme politique socialiste, au moment de l'entretien Conseillère fédérale au même titre que Blocher.

l'appréciation de Blocher et la forme qu'elle prend est indexée aux propriétés sociales et aux valorisations idéologiques du militant qui l'énonce.

### *Intolérance aux critiques adressées au leader*

Certains militants peuvent mentionner Blocher en entretien pour signifier une intolérance à la critique qui lui est adressée. Le poids pris et/ou accordé dans l'espace public / médiatique à Blocher pousse par exemple des militants à personnifier le parti sous la figure du leader, pour s'offusquer qu'on puisse critiquer le parti à travers son leader. Ainsi Patrick, militant genevois dont nous avons déjà parlé, directeur de banque à la retraite, commence par fournir une appréciation de l'UDC et de sa progression (« retour de balancier ») pour glisser immédiatement sur Blocher et dire qu'il ne supporte pas les attaques qu'il subit :

« Et puis, on maintient, c'est un parti qui a vraiment comme politique de maintenir les valeurs – pas toutes ! Il y en a qu'on peut, qu'on doit probablement supprimer, mais – de façon générale, les valeurs qui ont fait la grandeur de ce pays ! (...) D'ailleurs le développement de l'UDC, c'est quoi ? C'est un retour de balancier. L'arrivée des...[*allusion à l'immigration et l'asile*] : « C'est comme ça ! » (...) J'entends des trucs invraisemblables [*énervé, il tape du poing sur la table*], ... Des trucs que j'entends sur Blocher : c'est ridicule ! C'est ridicule<sup>42</sup> ! Moi je le connais, Blocher (un petit peu, pas bien, on se tape pas sur le ventre ; je l'ai rencontré quatre ou cinq fois) mais c'est un type extraordinaire ! C'est un type extraordinaire ! Parce que d'abord, c'est un type d'une grande simplicité. J'étais assis en face de lui comme ça, je lui ai dit, dans un petit dîner qu'on avait après, je l'avais fait venir à Genève pour une conférence. Et pis je lui ai dit en suisse allemand : « Vous, vous êtes encore un galopin zurichois ! » [*Rires*]. « Ein zürcher Lausbub ». Ben ça, il riait comme un fou ! Je veux dire, c'est quand même un type, il est assis sur trois milliards de francs, c'est un type vraiment important ; il se marrait comme une baleine. »

Ce banquier à la retraite, titulaire de trois licences universitaires, peut aussi retirer des rétributions de sa proximité au leader, et déplacer le niveau de discussion du plan idéologique (l'imputation de xénophobie) au niveau de la personnalité (« grande simplicité ») et de sa réussite économique (« assis sur trois milliards de francs »), autant de modes de présentation extra-politiques.

---

<sup>42</sup> Plus loin dans l'entretien, Patrick clarifie ce qu'il juge ridicule : les qualificatifs du leader comme xénophobes, voire les caractérisations plus radicales (« nazi ») : « C'est complètement idiot ! Je veux dire : que vous soyez pas d'accord avec lui, ça, vous avez tout à fait le droit. Mais dire des bêtises pareilles, c'est incroyable ! [*incompréhensible*], c'est un nazi, enfin ! » Notons tout de même que l'étiquette de « nazi » pour désigner Blocher n'est de loin pas courante dans le débat politique suisse, même si elle a pu surgir dans les franges radicalisées et/ou peu politisées de ses opposants.

L'intolérance aux attaques contre le leader peut aussi se traduire en actes sur un plan politico-judiciaire, comme quand Walter évoque avec moult détails ses protestations et actions juridiques qu'il a engagé contre un dessinateur du quotidien zurichois *Tages Anzeiger* pour avoir caricaturé le leader du parti accompagné de son « lieutenant » Christoph Mörgeli en train de rôti un requérant d'asile à la broche. Nous croyons qu'il faut lire cette anecdote que nous fournit Walter dans son récit non seulement comme une sincère indignation face à la mise en cause du leader qu'il admire (et plus largement des dirigeants du parti), mais aussi comme un signe que le parti est offensif et contre-attaque tactiquement par la médiation de cette plainte, probablement déléguée à Walter, dans une logique propre à la lutte politique classique.

S'agissant des critiques faites à Blocher, un autre cas de figure mérite d'être mentionné : elles peuvent être en elles-mêmes à l'origine de l'engagement. Il arrive en effet que l'hostilité envers Blocher soit verbalisée comme un élément qui a pesé sur l'engagement, un motif d'attraction vers l'UDC. Hans, militant zurichois d'une vingtaine d'années, « jeune anti-européen », réagissant à la consigne introductive de l'entretien mentionne un souvenir scolaire, alors qu'il avait quatorze ans, d'un professeur « de gauche », précise-t-il, critiquant Blocher, qui l'a poussé vers l'UDC. Appelé à évoquer « des rencontres qui ont suscité [son] intérêt pour la politique », il revient sur cet élément déclencheur de son engagement :

« Oui, certainement cet enseignant qui disait que Blocher était très mauvais. C'était certainement le commencement. »

De manière générale, la réaction à la critique adressée au leader est un bon indicateur d'un rapport enchanté des militants et/ou des futurs militants à son égard, quelles que soient les formes qu'elle prend.

## **La distance au leader et ses formes**

Les récits recueillis auprès de militants évoquant spontanément la figure de Blocher ne sont pas tous orientés positivement ni ne manifestent nécessairement un rapport enchanté à ses qualités, sa personne, ses pratiques et orientations politiques. Pourtant le cas d'un positionnement critique global reste très rare dans notre corpus, et quand il a lieu, il est d'abord formulé sur le registre politique, ce qui présuppose une relative compétence politique. Cette rareté pourrait être lue comme une confirmation que l'engagement à l'UDC passe par un rapport positif, si ce n'est enchanté au leader, corroborant ainsi l'analyse classique sur l'importance du « charisme » ou de la « relation fusionnelle ». Notre protocole d'enquête ne nous autorise cependant pas à être si catégoriques. Nous ne savons en effet pas si les militants n'évoquant pas Blocher spontanément, soit pas loin de la moitié du corpus, grossiraient le camp des sceptiques ou de ses inconditionnels partisans.

Pour le reste, nous rencontrons plutôt des prises de distances partielles, secondaires, qui demeurent toutefois peu clarifiées ou allusives, et qui peuvent advenir tout en manifestant sur d'autres plans un attachement au leader selon des modalités diverses, entrevues précédemment. Cette distance partielle définit finalement un rapport d'ambivalence à Blocher, lui-même varié dans ses formes, mais qui demeure globalement déséquilibré, puisque l'attachement à ce dernier semble l'emporter.

## *Jugement politique négatif sur les orientations et désaccord sur le style*

Nous trouvons un discours spontané marquant ouvertement ses distances au leader chez Nathalie, « jeune anti-européenne ». Militante genevoise d'origine populaire, en ascension sociale rendue possible grâce à des études de droit, et rentrée en politique d'abord sur la base de la question anti-européenne thématifiée par l'UDC, Nathalie n'en exprime pas moins ses réticences envers celui qui est présenté précisément, dans le parti comme dans le débat politique suisse, comme l'artisan principal du refus de la Suisse d'intégrer en 1992 l'Espace économique européen (EEE), et plus largement l'Union européenne. Très active dans les instances jeunes du parti, élue au niveau municipal et produisant un discours politique relativement construit, nous ne pouvons croire que Nathalie soit démunie en termes de compétence politique au point de ne pas voir l'apparente contradiction entre son jugement critique envers Blocher et la paternité de celui-ci dans la réorientation anti-européenne de la politique suisse qui lui tient à cœur. Il est dès lors intéressant d'interroger la logique de l'attitude critique de Nathalie.

Sollicitée sur un événement politique qui l'a marquée, elle évoque la conquête par l'UDC d'un 2<sup>ème</sup> siège au Conseil fédéral<sup>43</sup>, pour aussitôt se démarquer de la personne qui sera amenée à l'occuper, en l'occurrence le leader Blocher :

« Disons que ça serait l'entrée du deuxième conseiller UDC au Conseil Fédéral, en fait. Le 10 décembre 2003. Je crois que ça, ça m'a marquée, parce que je me suis rendu compte qu'on pouvait quand même... Il y avait quand même une... oui, il y avait quand même une justice, en fait. Non je veux dire, c'était quand même, pour moi logique, et puis c'était bien, quoi. Alors la personne qui a été mise à ce poste-là, je suis pas spécialement *fan*, mais au moins on a eu le deuxième siège. »

Appelée à préciser, Nathalie argumente sur deux aspects, le premier très brièvement évoqué, la ligne politique en matière économique, et le second, plus développé, le style d'intervention et de communication politique :

*Et pourquoi est-ce que vous êtes pas spécialement fan..?*

Moi, je suis une UDC atypique, en fait, parce que je colle pas du tout à – enfin si, je colle quand même à la ligne, mais – pas sur tous les sujets, donc...

*C'est-à-dire ?*

C'est-à-dire que l'aile, comme on l'appelle zurichoise, donc l'aile hyper économique, qui est donc personnifiée par Christoph Blocher... Bon c'est clair qu'il a servi la cause – enfin, il a servi la cause – il a servi le parti en... Avec sa façon de

---

<sup>43</sup> Le gouvernement fédéral de coalition, constitué de 7 sièges, a toujours été orienté à droite, avec une participation minoritaire et subalterne de la gauche (2 sièges). L'enjeu de 2003 était la redistribution des cartes à droite, puisque la poussée électorale de l'UDC a conduit la majorité des parlementaires élisant le gouvernement à transférer le 2<sup>ème</sup> siège du Parti démocrate-chrétien à l'UDC, consacrant l'entrée du leader Blocher au gouvernement ; celui-ci y restera jusqu'en 2007, date à laquelle il ne sera pas reconduit dans ses fonctions.



parler, ses opinions, mais pour moi, c'est pas du tout un bon communicateur, enfin, c'est pas comme ça qu'il me semble juste de faire passer son message. Bon maintenant c'est clair que maintenant qu'il est Conseiller Fédéral, ça se passe beaucoup mieux ; mais quand il était à l'époque à la tête du parti – enfin à la tête, c'était pas à la tête, c'était pas le président, mais c'était lui la figure de proue – il... Je sais pas, c'est pas un très bon communicateur, il est trop... Enfin ça, c'est le problème du parti : on a toujours trop joué sur les phrases choc, et la peur, et les choses comme ça, et je pense que notre message, il est suffisamment intelligent pour passer d'une manière autre. On n'a pas besoin de forcer... D'avoir un discours totalement démagogue et puis, oui, c'est ça, la peur de... Oui, brandir les peurs, les menaces, etc. Pour moi c'est pas nécessaire, quoi. On devrait avoir la place d'expliquer notre point de vue, et que ça devrait passer tout aussi bien, parce que... Parce que je veux dire, nos arguments, ça se défend, et en fait c'est lui qui a – enfin selon moi – c'est lui qui a continué la polémique autour de l'UDC. Je pense que les choses se seraient beaucoup plus calmées si on avait eu des communicateurs un peu meilleurs. Mais il joue toujours sur cette provoc. »

On peut penser que Nathalie est suffisamment convaincue du bien-fondé des orientations anti-européennes qui guident son parti et son propre engagement pour estimer contre-productif le style polémique du leader (et/ou du parti, mais dans son récit, les deux sont mêlés), qu'elle qualifie donc de « provoc », ou plus fort encore, quand elle juge le « discours totalement démagogue », jouant sur « la peur ». Ses appréciations sur ce point rejoignent les critiques externes adressées en général à Blocher et/ou à son parti par ses adversaires ou par une partie des médias. Sur la question économique, Nathalie précisera plus loin sa distance critique face à cet axe fort du parti qu'est le néo-libéralisme. Sa relative compétence politique la pousse à identifier une fraction du parti (« l'aile économique »), mais sans rappeler comme dans l'extrait précédent que cette aile est « personnifiée par Christoph Blocher » :

« Là, je rejoins pas du tout l'aile économique, dans le sens où... Je trouve que la privatisation et la concurrence – enfin la libéralisation à outrance, c'est pas une solution pour la Suisse, parce que traditionnellement, on n'est pas... On est un pays d'ouvriers, mais ... on n'est pas un pays de patrons. »<sup>44</sup>

---

<sup>44</sup> Notons que sa critique est limitée, ou du moins ambivalente. Sollicitée sur les politiques d'austérité menées dans le service public, elle concède en effet son embarras et ses hésitations, puisque celui-là est qualifié de « gouffre à fric » qu'il faudrait bien résorber, mais qu'elle peine à se reconnaître dans les politiques envisagées : « Mais c'est vrai qu'à un moment donné, il faut lancer une réflexion pour savoir comment on peut réduire les coûts ; comme le ferait un patron d'entreprise. Donc évidemment, c'est profondément libéral, comme pensée, moi ça me convient pas spécialement, mais j'en serai pas non plus à vouloir totalement laisser... »

Ses origines ouvrières, avec un père situé à gauche, sont vraisemblablement au principe de ses hésitations manifestées sur le plan économique. Et sa formation de juriste peut la pousser à se montrer désajustée par rapport au style de Blocher et du parti qui n'hésitent pas dans leur communication à jouer sur les limites de la loi, notamment en matière de législation antiraciste, par l'usage d'affiches et de slogans simplistes et provocateurs s'apparentant à une rhétorique d'extrême droite (Dézé et Girod, 2007).

Il est significatif que les réticences présentes chez d'autres militants envers l'orientation néo-libérale du parti ne soient pas, comme chez Nathalie, associées à la figure de Blocher. Nous trouvons chez certains militants « populaires », ainsi que chez des « déclassés », mais aussi chez des « idéologues » une distance de fait ou argumentée envers cette dimension constitutive de l'orientation du parti, sans que le lien ne soit établi avec le leader. Et si l'on compare avec l'attitude de militants évoquée précédemment, valorisant Blocher pour ses qualités d'entrepreneur sur la base de leur propre positionnement social et idéologique favorable à ces mêmes principes économiques libéraux, cette absence de personnification d'un désaccord (aussi modéré soit-il) interpelle. Dans le premier cas, le leader n'est pas tenu pour responsable ou simplement associé à cette orientation (mis à part chez Nathalie), alors que dans le second, son statut et ses pratiques de grand patron font sens et sont ajoutés à ses autres qualités de leader.

Nous ne mentionnerons ici qu'un exemple de cette tendance à ne pas associer le leader Blocher à cette orientation socio-politique néo-libérale face à laquelle on manifeste, explicitement ou non, une réticence. Le cas de Claude, évoqué précédemment, à la compétence politique forte, est intéressant à cet égard. Lui qui mentionne la pleine continuité entre son engagement précédent au sein de Vigilance et son nouveau choix partisan, peut évoquer Blocher dans le seul but de caractériser politiquement l'orientation de la section genevoise récemment créée :

« Mais si vous voulez, les forces politiques qui ont appuyé et suivi Vigilance, les électeurs eux-mêmes, quelques années plus tard se sont retrouvés dans l'UDC [à Genève] ; et il faut le dire, c'est clairement une UDC qui est de la tendance du Conseiller fédéral Blocher, c'est sûr. »

Ce qu'ici Claude entend par « tendance du Conseiller fédéral Blocher », évoquée analytiquement et sans passion, c'est la radicalisation à droite du parti sur les thèmes identitaires (immigration, opposition à l'Europe, sécurité, etc.), la formule occupant alors un rôle de marqueur, et pas tant la dimension néo-libérale de cette réorientation du parti dont Blocher est tout autant porteur, sinon un des principaux instigateurs. Pourtant, d'autres éléments du récit de Claude nous permettent de conclure à sa distance partielle à cette conception libérale du monde, notamment quand il mobilise une grille de lecture issue de son passé d'extrême droite pour se distinguer du Parti libéral qualifié péjorativement de « parti de classe » et pour pouvoir définir en contraste l'UDC comme un parti de droite, mais précise-t-il « populaire ».

### *L'ambivalence, ou la distance critique partielle*

Comme tout se joue dans la nuance, nous rencontrons des militants qui combinent une attitude de valorisation, pour une raison ou une autre, dont les déclinaisons ont été entrevues précédemment, et une attitude de distance limitée, sur certains aspects.

La difficulté, elle-même significative, est que ces désaccords sont rarement explicités et restent dans le registre de l'allusif. Jacques, dont nous avons déjà parlé, détaille ce qu'il peut créditer à Blocher (répondre personnellement au courrier), sans préciser les « côtés » qui le gêne chez lui :

« Parce que l'UDC, malgré tout, c'est quand même un truc qui a été très suisse allemand, et puisque les leaders, là, que j'aime bien, sont suisses allemands. Je parle pas de Blocher, parce qu'il a des côtés qui... Mais par contre, alors voici aussi la différence : j'ai écrit une fois à Blocher, mais il y a une dizaine d'années, là, c'était tout nouveau, l'UDC ; et puis je lui ai écrit un truc, il m'a répondu. Tandis que les autres partis, ils vous répondent pas. »

Nous avons déjà évoqué précédemment une attitude allusive semblable chez Walter qui, face à l'enquêteur, évoquait sa liberté de militant par rapport au leader, sans non plus préciser sur quels aspects elle portait.

Et quand des éléments plus précis surgissent, c'est rarement énoncé clairement, et c'est notre interprétation qui tranche *in fine* pour les considérer comme des marques de relativisation de la posture du leader ou de certaines de ses pratiques. Par exemple, mais c'est un cas limite, l'enquêté peut concéder en entretien que Blocher est susceptible de heurter en raison de son style politique, tout en affirmant s'y reconnaître à titre personnel. Cette manière réflexive de manifester indirectement une critique du leader, sans l'assumer à titre personnel, est présente chez Martine, « méritante ». Elue municipale dans une commune genevoise, d'origine populaire, déracinée de l'ex-Allemagne de l'Est, cadre sans fonction dirigeante d'une entreprise multinationale, elle conçoit qu'on puisse ne pas supporter le discours du leader, ici en Suisse romande :

« Et on peut haïr Blocher pour ses discours, pour les termes qu'il emploie, je pense que c'est souvent lié à la langue. Parce que la langue allemande, ici, elle n'est pas toujours bien comprise, elle est... On n'a pas de sympathie pour cette langue. Et dans la partie suisse allemande, ça passe beaucoup plus normalement. Donc étant de langue allemande, ça m'a peut-être moins choquée. Et au contraire, j'étais très souvent d'accord avec la clarté de son message. »

Martine produit une explication de cette potentielle haine (méconnaissance de la langue allemande), s'en distancie et ne revient par ailleurs pas dans l'entretien sur les qualités ou défauts du leader. Mais le seul fait de mentionner ce problème associé au leader et de chercher à le comprendre constitue en soi une rupture avec certaines attitudes enchantées évoquées plus haut, insensibles ou intolérantes à la critique.

Plus significatif est l'ambivalence de Frederik, évoqué précédemment, face à Blocher par rapport à qui il évoque spontanément des désaccords, mais dont la figure constitue un des éléments déterminant de son rapprochement de l'UDC :

« C'étaient des événements [*la campagne contre l'adhésion de la Suisse à l'EEE et la chute du mur de Berlin*] qui expliquent mon intérêt pour la politique depuis mon enfance. Je pense que l'influence était certainement aussi Christoph

Blocher. Je crois qu'il y avait là une force de conviction qui m'a fasciné dans un sens positif, mais que je regarde encore maintenant avec un certain œil critique. Je n'ai certainement pas suivi de manière aveugle. Mais c'était certainement aussi un point décisif. Et je pense, aujourd'hui ce qui me plaît aussi, qu'il mette clairement les choses sur la table, qu'il prenne clairement position, même si je ne partage pas toutes ses positions, mais cette politique fidèle à une ligne me correspond. »

Cette attirance pour la « force de conviction » et pour la fidélité « à une ligne » du leader, attirance posée ici comme un des motifs de l'engagement<sup>45</sup>, viendrait renforcer la lecture classique en termes de charisme, si Frederik ne manifestait pas en même temps sa liberté d'appréciation par rapport au leader (ne pas suivre « de manière aveugle »). Mais dans ce cas aussi, le déséquilibre est flagrant entre les raisons de l'adhésion, explicitées, et les motifs de la distance, demeurant inexprimés. Nous devons alors interpréter d'autres passages de l'entretien susceptibles de nous éclairer. Frederik manifeste en effet une relative autonomie face à la ligne du parti sur une série de thèmes sociétaux, relatifs au libéralisme culturel<sup>46</sup>, tels la revendication de droits pour les homosexuels, dont l'adoption d'enfants (« pas fondamentalement contre »), le droit à l'avortement ou une critique, plutôt rare à l'UDC, de l'emblématique institution en Suisse qu'est l'armée de milice. Ces éléments sont en partie hérités par socialisation familiale de sa mère, de gauche et surtout fortement impliquée dans les mouvements radicaux de contestation qui ont animé la « jeunesse » zurichoise au début des années quatre-vingt. Ce positionnement atypique dans le parti est clairement analysé par Frederik, relativement compétent politiquement : il oppose, selon ses termes, une posture « libérale » (au sens non pas économique mais culturel) dans l'UDC, à une attitude de « hardliner », à laquelle il associe globalement Blocher, même s'il diagnostique que cette dernière étiquette est aussi une catégorie médiatique. Plus précisément, Frederik souhaite renouveler l'image du parti, « effacer le cliché d'un parti de *hardliner* », même s'il accorde que c'est effectivement cette ligne qui domine à l'UDC, et qu'il estime que la demande médiatique renforce les positionnements tranchés :

« Je pense que c'est un problème journalistique. Les personnes radicales sont toujours les plus intéressantes, elles amènent des lecteurs, beaucoup de lecteurs. Je pense que quelqu'un... [*de plus libéral*] amène beaucoup moins de lecteurs que si c'est Mörgeli ou Blocher. C'est une question médiatique. »

Finalement, l'énonciation implicite de la critique du leader est significative de la difficulté pour les militants de se démarquer face à ce dernier, et nous conduit à opérer des interprétations qui exigeraient idéalement un retour sur le terrain pour les conforter.

Au vu de ce parcours dans les récits de militants, force est de constater que l'évidence du rapport enchanté et/ou fusionnel de ces derniers au leader ne va pas

---

<sup>45</sup> Qu'il confirme plus loin en racontant un souvenir de son grand-père l'emmenant en 1995 écouter Blocher prononcer le discours du 1<sup>er</sup> août, jour de la fête nationale.

<sup>46</sup> Sa conception restrictive de l'immigration échappe toutefois à cette « ouverture » au libéralisme culturel, et s'accorde pleinement avec celle du parti.

de soi. Blocher n'est pas mentionné dans près de la moitié des cas, répartis sensiblement à égalité entre Genève et Zurich où il a pourtant débuté l'accumulation de son capital politique. Il n'est pas non plus possible de trouver dans la figure de Blocher et l'attachement puissant qu'elle produirait une raison partagée chez les militants de leur adhésion au parti : seule une très petite minorité mentionne l'influence du leader zurichois parmi les motifs ayant précipité leur engagement. Enfin, la mention de Blocher, quand elle a lieu, prend des formes variables, allant jusqu'à la critique, qui combinent la plupart du temps des éléments politiques plus ou moins sophistiqués à des considérations sur les qualités personnelles du leader. Ces déclinaisons sont de toute manière irréductibles à la dimension émotionnelle, cette dernière n'étant pas non plus réservée, comme un certain sens commun tendrait à le penser, aux seules catégories populaires dépourvues de « sophistication politique », puisque on la retrouve aussi chez des militants appartenant à d'autres segments de l'espace social.

## Conclusion

Le matériau sur lequel nous nous sommes basés dans ce papier n'avait pas été récolté pour tester précisément les éléments centraux de la définition du populisme, le rapport au leader et les attitudes anti-élite, mais visait plus généralement à comprendre les logiques d'engagement au sein de l'UDC. En retravaillant ce matériau après-coup, nous constatons d'abord qu'il n'y a pas nécessairement, chez nos militants, de rapport enchanté au leader ou l'expression spontanée et dominante d'attitudes anti-élites. Et lorsque ces éléments sont présents, ils prennent des formes variées difficiles à mettre en équivalence et à subsumer sous un même vocable, ces formes variant en grande partie en fonction des parcours de vie des intéressés.

Il peut sembler banal de parler de diversité des logiques d'engagement et d'appropriation sélective par les soutiens, électeurs et ici militants, de l'offre politique d'un parti. Cela l'est peut-être moins quand il s'agit de penser les rapports des militants aux partis qualifiés de populistes. Nos résultats qualitatifs indiquent pourtant que ce que l'offre politique « populiste » met en avant peut faire sens ou pas, rencontre ou non les attentes des militants. Certains se reconnaissent bel et bien dans Blocher, au point de le poser comme idole, et/ou partagent une hostilité plus ou moins marquée aux élites politiques et médiatiques. Mais il faut prendre acte également que pour d'autres, leur attachement au parti s'opère *en dépit* du discours de celui-ci contre la « classe politique », malgré son style polémique, ou encore tout en énonçant des signes explicites de distance au leader charismatique. Tout se passe comme si, dans cette dernière situation, ces traits n'importaient finalement pas dans le fait de se reconnaître dans l'UDC, et que l'attachement passait par d'autres voies, dont celle, non explorée ici, du rapport à l'immigration, mais aussi à l'ultra-libéralisme du parti.

En définitive, la notion de populisme, lorsqu'elle entend rendre compte de la « demande », provoque peut-être plus de confusion que de clarté, en ne désignant implicitement qu'un nombre limité de registres dans l'attachement à un parti tel l'UDC : l'émotion pour le rapport au leader et l'incompétence, la dépossession pour le sentiment anti-élites, mais aussi l'hostilité à l'immigration non abordée ici. L'analyse approfondie d'entretiens, qui rapporte les discours aux propriétés sociales des militants, indique que c'est assurément plus complexe. En suivant les travaux d'Annie Collovald (2004), nous pouvons finalement nous demander si ce ne sont pas les impensés normatifs et politiques qui assurent le succès (au moins médiatique, mais parfois scientifique) d'un tel qualificatif : c'est du côté du peuple,

et implicitement des catégories populaires, que se trouveraient l'émotion dont joue le leader, la méfiance déraisonnable envers les élites, ou encore le lieu principal d'engendrement de la xénophobie et d'attitudes hostiles aux immigrés. C'est aussi en ce sens que la notion de (national)-populisme/droite populiste a pu être lue comme une forme sophistiquée de stigmatisation du populaire.

## Bibliographie

- Betz, Hans-Georg (2004). *La droite populiste en Europe. Extrême et démocrate ?*. Paris: Autrement.
- Bourdieu, Pierre (1979). *La distinction. Critique sociale du jugement*. Paris: Minuit.
- Charaudeau, Patrick (2005). *Le discours politique. Les masques du pouvoir*. Paris: Vuibert.
- Collovald, Annie (2004). *Le "populisme du FN", un dangereux contresens*. Bellecombe-en-Bauges: Le Croquant.
- Collovald, Annie (1988). "Identités stratégiques", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 73(1) : 29-40.
- Dézé, Alexandre (2004). "Le populisme ou l'introuvable Cendrillon. Autour de quelques ouvrages récents", *Revue Française de Science Politique* 54(1) : 179-190.
- Dézé, Alexandre, & Girod, Michaël (2007). "Le *Sonderfall* en péril : les figures de la menace dans les messages graphiques de l'UDC", in O. Mazzoleni, P. Gottraux & C. Péchu, *L'Union démocratique du centre : un parti, son action, ses soutiens*. Lausanne : Antipodes : 107-120. (1<sup>ère</sup> publication : *Mots. Les langages du politique*, 2006, 81(2) : 23-34).
- Federini, Fabienne (2007). "Prolégomènes à une théorie des modes de formation des dispositions politiques", *SociologieS*, consulté le 03 mars 2011. URL : <http://sociologies.revues.org/index1113.html>.
- Gaxie, Daniel (1978). *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*. Paris: Seuil.
- Gaxie, Daniel (2001). "Les critiques profanes de la politique. Enchantements, désenchantements, réenchantements", in Jean-Louis Briquet & Phillippe Garraud, *Juger la politique : entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes : 217-240.
- Gottraux, Philippe, & Péchu, Cécile (2012). "Le réalignement politique à droite d'un petit commerçant : complexité de l'analyse des 'dispositions politiques'", in Ivan Sainsaulieu & Muriel Surdez, *Sens politique du travail*. Paris: Armand Colin: 155-170.
- Gottraux, Philippe, & Péchu, Cécile (2011). *Militants de l'UDC. La diversité sociale et politique des engagés*. Lausanne: Antipodes.
- Gottraux, Philippe, & Péchu, Cécile (2007). "L'engagement militant: une complexité de valeurs et de discours", in O. Mazzoleni, P. Gottraux & C. Péchu, *L'Union démocratique du centre: un parti, son action, ses soutiens*. Lausanne: Antipodes: 181-210.
- Mayer, Nonna (2012). "Le populisme est-il fatal ?", *Critique* 776(1) : 141-149.
- Mazzoleni, Oscar (2003). *Nationalisme et populisme en Suisse. La radicalisation de la « nouvelle » UDC*. Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Mazzoleni, Oscar, & Masulin, M. (2006). « Valeurs conservatrices de droite et anti-establishment en Suisse. Les cas du canton de Zurich et du canton de Genève », Annexe au rapport final, PNR 40+, *Rapports aux valeurs et engagements populistes de droite en Suisse*.

Mény, Yves, & Surel, Yves (2002). "The constitutive ambiguity of populism", in Yves Mény & Yves Surel, *Democracies and the Populist Challenge*. Londres: Palgrave: 1-21.

Mudde, Cas (2004). "The Populist Zeitgeist", *Government and Opposition* 39(3): 541-563.

Oesch, Daniel (2008). "Explaining Workers' Support for Right-Wing Populist Parties in Western Europe: Evidence from Austria, Belgium, France, Norway and Switzerland", *International Political Science Review* 29(3): 349-373.

Oesch, Daniel, & Rennwald, Line (2010). "The class basis of Switzerland's cleavage between the New Left and the Populist Right.", *Revue Suisse de Science Politique* 16(3) : 343-371.

Skenderovic, Damir (2009). *The Radical Right in Switzerland. Continuity and Change, 1945-2000*. New York: Beghahn Books.

Skenderovic, Damir, & Mazzoleni Oscar, M. (2007). "Contester et utiliser les règles du jeu institutionnel", in O. Mazzoleni, P. Gottraux & C. Péchu, *L'Union démocratique du centre: un parti, son action, ses soutiens*. Lausanne: Antipodes: 75-106.

Taguieff, Pierre-André (2002). *L'illusion populiste. De l'archaïque au médiatique*. Paris: Berg International.

Taguieff, Pierre-André (1984). "La rhétorique du national-populisme", *Mots* 9(1): 113-139.



**Dans la collection  
« Cahiers de l'IEPHI » / « Travaux de  
Science Politique »**

Disponibles sur [www.unil.ch/iephi](http://www.unil.ch/iephi)

63. **Michele Bee** (2015). Opening One's Self Up. The Historical Result of Bettering One's Condition According to Adam Smith.

62. **Conor Cradden et Jean-Christophe Graz** (2015). Transnational private authority, regulatory space and workers' collective competences: Bringing local contexts and worker agency back in.

61. **Andrea Pilotti et Oscar Mazzoleni** (2014). Il voto ticinese sull'iniziativa 'contro l'immigrazione di massa' del 9 febbraio 2014.

60. **Michele Bee** (2014). The Love of One's Self. The *Adam Smith Problem* Explained to Myself.

59. **Marion Beetschen** (2014). Les experts académiques dans les commissions extraparlémentaires helvétiques au XXe siècle.

58. **Rahel Kunz** (2013). Partnership in International Migration Governance.

57. **Gilles Descloux** (2013). Déviance et stratégies de conservation de l'estime de soi chez les jeunes de catégorie populaire en quête d'insertion professionnelle.

56. **Pierre Eichenberger, Sébastien Guex, Cédric Humair et André Mach** (2013). Les organisations patronales suisses : Bilan historiographique et perspectives de recherche.

55. **Andrea Plata, Mattia Pacella et Oscar Mazzoleni** (2012). Verso il parlamento. Candidati, partiti e campagna elettorale nelle elezioni cantonali ticinesi del 2011.

54. **Jean-Christophe Graz et Patrick Csikos** (2012). Satellizing Galileo? Non-state authority and interoperability standards in the European Global Navigation Satellite System.

53. **Claire Dupuy et Julie Pollard** (2012). Retour sur une source écrite centrale pour l'analyse des politiques publiques.

52. **Jean-Marie Chenou** (2012). Élitisme dans la politique mondiale. Le rôle des acteurs transnationaux dans les nouvelles formes de gouvernance.

51. **Oscar Mazzoleni, Mattia Pacella et Andrea Plata** (2011). Le elezioni cantonali ticinesi del 2011. Partecipazione e orientamento di voto fra lealtà, defezione, protesta.

50. **Olivier Fillieule** (2011). Disengagement process from radical organizations. What is so different when it comes to exclusive groups?

49. **Olivier Fillieule et Philippe Blanchard** (2011). Fighting Together. Assessing Continuity and Change in Social Movement Organizations Through the Study of Constituencies' Heterogeneity.

48. **Jean-Christophe Graz et Eva Hartmann** (2010). Global regulation of the knowledge-based economy : The rise of standards in educational services.

47. **Jean-Christophe Graz et Nafy Niang** (2010). Standards and services

offshoring in India : Moving beyond industry and institutional specificities.

46. **Maude Gex** (2010). Le divin profané par Da Vine ? La Contestation du brevet sur l'ayahuasca et les débats autour de la biopiraterie.

45. **Pacella Mattia** (2010). Qui gouverne le Tessin? Les Elites politiques cantonales tessinoises : l'évolution du profil sociologique des Conseillers d'Etat de 1905 à nos jours.

44. **Aline Mugny** (2010). Analyse du processus de réétatisation du secteur des eaux urbaines dans l'aire métropolitaine du Buenos Aires (1993-2009).

43. **Nicolas Rieder** (2009). La diffusion scientifique dans les Expositions universelles. Les sciences anthropologiques à l'Exposition universelle de Paris en 1889 et à la World's Columbian Exposition de Chicago en 1893.

42. **Philip Balsiger, Yassin Boughaba, Gwendoline Véniat** (2009). Conflit du travail et investissements militants. Les grèves des employés.es de Swissmetal à Reconvilier (2004-2006).

41. **Dietmar Braun** (2009). Federalism in South Africa – Can it work?

40. **Romain Bertrand** (2009). Habermas au Bengale, ou comment "provincialiser l'Europe" avec Dipesh Chakrabarty.

39. **Oscar Mazzoleni et Hervé Rayner** (2008). Une coalition gouvernementale durable. Emergence, institutionnalisation et crise de la «formule magique» en Suisse (1959-2003).

38. **Andrin Hauri** (2008). Les conséquences de la barrière de séparation entre Israël et la Cisjordanie à court et à long terme. Les perspectives pour la fondation d'un État palestinien.

37. **André Mach et Andrea Pilotti** (2008). Professionnalisation et changements de profils des parlementaires suisses au cours de la période récente (1980-2000)

36. **Olivier Fillieule** (2008). Travail militant, action collective et rapports de genre.

35. **Olivier Fillieule et Philippe Blanchard** (2008). INDividual SURvey in RAllies (INSURA). A New Tool for Exploring Transnational Activism.

34. **Dupuis Johann** (2008). Analyse politique des conditions de succès et d'échec des marchés de droits d'émissions.

33. **Dietmar Braun et Björn Uhlmann** (2007). Ideas and Power in Swiss Health Care Party Politics.

32. **Fabrizio Gilardi, Katharina Füglistner, Stéphane Luyet** (2007). Learning from Others: The Diffusion of Hospital Financing Reforms in OECD Countries.

31. **Natalia Gerodetti** (2007). Enduring Legacies – Intersecting Discourses in the Context of Eugenics.

30. **Véronique Mottier** (2007). Meaning, Identity, Power : Metaphors and Discourse Analysis.

29. **Olivier Fillieule** (2007). On n'y voit rien ! Le recours aux sources de presse pour l'analyse des mobilisations protestataires.

28. **Kathrin Daep** (2006). La re-régulation sélective de la finance internationale : l'initiative sur les pays ou territoires non-coopératifs du GAFI.

27. **Martino Maggetti** (2006). Assessing the De Facto Independence of Regulatory Agencies. The Case of the Swiss Federal Banking Commission in the 1990?

26. **Dietmar Braun** (2006). Modernising Federalism. Towards Convergence in the Organisation of Intergovernmental Relations?
25. **Gilardi Fabrizio** (2006). The Same, but Different. Central Banks, Regulatory Agencies, and the Politics of Delegation to Independent Authorities.
24. **Péchu Cécile** (2006). Entre résistance et contestation. La genèse du squat comme mode d'action.
23. **Gotheil Sarah** (2005) ACCOBAMS. Les pays de mer noire, méditerranée et zone atlantique adjacente s'unissent pour la protection des cétacés.
22. **Schnyder, Gerhard, Martin Lüpold, André Mach et Thomas David** (2005) The Rise and Decline of the Swiss Company Network during the 20th Century.
21. **Buffat Aurélien** (2005) La mise en oeuvre de la réforme de l'armée suisse « Armée XXI » : les changements vécus à l'interne. Etude de cas des militaires professionnels des écoles, hôpital de la place d'armes de Moudon.
20. **Rey Léonard** (2005) La construction du marché intérieur suisse à la lumière de l'expérience européenne : centralité et intervention contrastée des Hautes Cours dans les processus d'intégration économique.
19. **Csikos Patrick** (2005) Emergence d'une nouvelle gouvernance internationale privée/publique : les cas des agences de notation financière et des normes comptables.
18. **Voegtli Michael** (2004) Entre paternalisme et Etat social. Le cas de la fabrique de chocolat Suchard (1870-1940).
17. **Chinotti Luca** (2004) Les effets de l'Accord sur l'Agriculture de l'Uruguay Round sur les pays en développement. Une entrave ou une opportunité pour le développement?.
16. **Afonso Alexandre** (2004) Internationalisation, économie et politique migratoire dans la Suisse des années 1990.
15. **Freymond Nicolas** (2003) La question des institutions dans la science politique contemporaine: l'exemple du néo-institutionnalisme.
14. **Steiner Yves** (2003) Le coût réel de l'indépendance de la banque centrale: économie politique comparée de la Deutsche Bundesbank et de la Banque du Japon dans les années soixante-dix.
13. **Braun Dietmar** (1999) Toward a heuristic framework of the Territorial division of Power in comparative public Policy research.
12. **Braun Dietmar** (1998) Bringing State structures back in: The Significance of Political Arena's in Political Decision-making.
11. **Kübler Daniel** (1996) Neighbourhood conflicts and dialogues.
10. **Mach André** (1995) Représentation des intérêts et capacité d'adaptation de l'économie suisse.
9. **Sancey Yves** (1995) Le Gentlemen's agreement de 1927. Lutte autour de la (non-)politisation de l'exportation du capital.
8. **Kübler Daniel** (1993) L'Etat face à la toxicomanie, action publique et contrat social.
7. **Leresche Jean-Philippe** (1993) Les transformations du pouvoir local en Suisse.
6. **Voutat Bernard** (1993) Les minorités territoriales, quelques considérations théoriques.

5. **Voutat Bernard** (1992) Les origines sociales de la "question jurassienne".
  4. **Seiler Daniel-Louis** (1991) Le cas des partis politiques dans les nouvelles démocraties de l'Est européen.
  3. **Kobi Silvia** (1991) Les "Neinsager" dans le processus référendaire suisse: des variations sur un thème mythique.
  2. **Papadopoulos Ioannis** (1991) La Suisse: un "Sonderfall" pour la théorie politique?
- Spang Nadia** (1991) Scholarly View of Japan throughout the XXth Century.
- Vaziri Shahrokh** (1990) Eléments de réflexion sur les partis politiques et références idéologiques dans le Tiers Monde.